le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

EDUCATION, FICHAGE ET SANCTIONS

M 02137 - 1512 - F: 2,00 €

2 €

ISSN 0026-9433

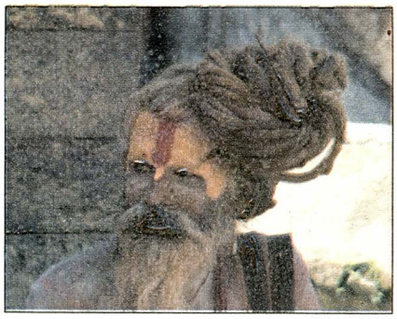
« Le Capital mourrait si, tous les matins, on ne graissait les rouages de ses machines avec de l'huile d'homme. »

Jules Vallès

hebdo n° 1512

du 10 au 16 avril 2008

Sommaire



Sur le **front des luttes** par H. Lenoir, *page 5*

Les combats en **brèves,** *page 6*

Le billet du **Peinard** et une **Autruche**, une ! *page 7*

Le double mauvais sort fait aux **Comoriens sans papiers,** *page 8*

Interview de B.-P. Chevalier **gréviste des soins** contre les franchises médicales, *page 9*

Le fiasco de l'apprentissage du vivre ensemble à **l'école,** par B. Defrance, *page 12*

General Motors spécule, les **métallos** européens trinquent, *page 15*

Répression d'anarchistes en **Pologne,** *page 17*

Tous propriétaires ! de Jean-Luc Debry, présenté par J.-M. Raynaud, *page 18*

C. Kottelane nous fait l'article du dernier ouvrage de **Jean L'Anselme,** *page 19*

Kijû Yoshida, cinéaste politique évoqué par H. Hurst, *page 20*

Courte narration de l'action **NATO Game over,** *page 21*

Bientôt le 1er mai et son **Monde libertaire spécial Mai 68,** *page 21*

Anars fédérés dans le **Cantal** et le **Val-de-Marne, Radio libertaire,** *page 22*

Agenda, *page 23*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	20 €	27 €
6 mois, 25 nos	38 €	46 €
1 an, 45 nos	61 €	77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

L'État bourgeois, voici une expression qui paraît désuète mais qui pourtant décrit on ne peut mieux la France moderne que veulent mettre en place les racailles qui nous gouvernent. La guerre sémantique entre «rigueur» et «austérité» – deux mots pour un même principe de sévérité – dans laquelle veulent nous fourvoyer les médiagogues de l'Élysée détourne les commentateurs de l'âpreté des mesures de casse sociale que mettent au points les stratèges du parti au pouvoir. L'appel à la modernisation, à la rationalisation de l'État, cache une privatisation larvée de tous les services publics et un renforcement du contrôle social. Les salops qui nous exploitent n'envisagent même pas de loin que nous pourrions avoir une quelconque capacité politique. La démocratie, pour eux, n'est qu'un jeu dont ils se forcent à respecter les règles. Ils nous gouvernent comme ils jouent au bridge, aux échecs ou au poker, au bluff. Mais ne nous leurrons pas. Il ne suffit pas de renverser l'État bourgeois et le remplacer par un État socialiste, pour que se mette en place l'émancipation des exploités.

C'est plus de cent milles euros par Français (des bambins à leurs aïeules) que veulent en moyenne nous piquer les pondeurs du plan draconien de réforme qu'ils veulent nous faire subir ces prochaines années. Les loyers des logements sociaux vont considérablement augmenter pour ceux qui dépassent le plafond de ressources, qui va lui-même être abaissé. Les seniors vont se voir sucrer leur préretraite, et s'il ne trouvent pas de travail, ils verront leurs indemnités de chômage fondre sans dispense de chercher un travail qui leur est de toute façon refusé. On ne peut ici traiter de l'ensemble de cette avalanche de mesures, 166, qui mèneront de plus en plus d'entre nous vers la misère tout en favorisant de mieux en mieux les entreprises. 7 milliards d'économies, voilà qui participera à combler le trou de 15 milliards de cadeaux fiscal que se sont octroyés ces crapules. Au passage, l'État va se centraliser d'avantage pour permettre à son chef de mieux contrôler tous les maillons de la chaîne de pouvoir qui nous entrave.

Ce qui est sûr, ce ne sont pas ces 166 mesures spectaculaires qui vont regonfler notre pouvoir d'achat, bien au contraire. Si on n'ajoute à ça les franchises médicales qui excluront de plus en plus de malades de la possibilité de se soigner, on fonce tout droit vers la paupérisation d'une part toujours plus grande de la population. Pour que cette populace accepte le sort qu'ils lui préparent, c'est dès la maternelle qu'ils comptent embrigader les enfants en leur imposant la soumission par le fichage biométrique assortie de sanctions toujours plus lourdes envers ceux qui se rebiffent.

Jeux de drôles

Les semaines qui viennent pourraient être agitées, c'est du moins ce que l'on peut espérer, compte tenu de la gravité des coups qui risquent d'être portés aux salariés du public comme du privé.

Fabrice

Groupe La Sociale de la Fédération anarchiste à Rennes

LES MUNICIPALES ÉTANT PASSÉES, la « fenêtre de tir » permet désormais au gouvernement, comme ses représentants l'ont martelé tout au long de la soirée électorale du 16 mars, non seulement de maintenir mais même d'amplifier les « nécessaires réformes ». Vous savez, celles que Jean-Marc Sylvestre, parmi d'autres tristes exemples, journaliste « économique » sur France Inter, encense chaque matin dans ses chroniques nauséabondes : plans de licenciements pour « assainir » le marché, liquidation de la Sécurité sociale, des services publics, des statuts des fonctionnaires, du Code du travail des salariés, bref tout ce qui ressemble de près ou de loin à une garantie ou à un droit collectifs.

Cela s'appelle la modernité, paraît-il. Cela fleure pourtant, par bien des aspects, l'Ancien Régime, ses privilèges, ses fiefs, ses vassaux et ses bouffons !

Bien évidemment, la raclée prise par l'UMP aux élections municipales ne va pas changer d'un iota les orientations pour lesquelles Sarkozy a été missionné par les marchés. Pas plus qu'en 2004 après la débâcle de la droite aux régionales ou qu'en 2005 après le non au référendum sur le traité constitutionnel, sorti par la porte et réintroduit deux ans plus tard par la fenêtre ! Cela s'appelle la démocratie... Que de temps, d'énergie et d'argent perdus une fois de plus dans cette farce électorale, y compris de la part de ceux qui prétendent remettre en cause le système et fonder, par exemple, un « nouveau parti anticapitaliste ».

L'issue, on ne le dira jamais assez, certes un peu plus contraignante que le dépôt d'un bout de papier dans une urne, se situe sur le terrain social. On n'est pas sûrs de gagner, mais ce qui est certain c'est que si on n'essaie pas, on ne risque pas d'avancer dans la construction du rapport de force qui peut faire reculer le rouleau compresseur de la régression et de la répression sociales.

Dans les semaines qui viennent vont s'ouvrir les « discussions » sur les retraites, la mise en place du bulldozer que constitue la Révision générale des politiques publiques (RGPP), le projet de loi sur la mobilité des fonctionnaires (possibilité de les licencier !), la refonte des critères de représentativité syndicale et de financement des syndicats qui vise, entre autres, à liquider les conventions collectives au profit des discussions boîte par boîte, la loi sur la modernisation du marché du travail... Excusez du peu.

Un observateur peu averti des choses politiques et sociales pourrait se poser la

question suivante : comment le gouvernement peut-il espérer faire passer une attaque d'une telle envergure contre les salariés sans s'y casser les dents? La réponse en théorie est assez simple. En s'appuyant tout d'abord sur la pseudo-légitimité accordée par les élections présidentielles, en faisant confiance ensuite à la valeur sûre que constituent les médias qui, à coup de sondages quotidiens, sont capables de nous expliquer sans rire, non seulement qu'il faut accepter les coups dans la gueule, mais qu'il faut même en redemander. En comptant aussi sur l'opposition « raisonnable » de la gauche plurielle, trop contente de ne pas avoir à gérer, pour l'instant, toutes les saloperies sociales mais qui le fera dès que le système trouvera avantage à la voir revenir aux affaires.

François Hollande, encore pour quelques mois premier secrétaire du Parti socialiste, déclarait ainsi dans le *Parisien* au lendemain des municipales : « Nous ne sommes pas là pour contredire ou rendre illisible la politique du gouvernement. » Ouf, on respire !

Enfin, Sarkozy sait qu'il doit et peut s'attacher la complicité active, ou tout au moins passive, des « partenaires sociaux ».

En ce domaine d'ailleurs, il est particulièrement actif. *Le Figaro* notait ainsi il y a peu : « Jamais on n'avait vu de leaders syndicaux et patronaux si souvent invités à l'Élysée, à Matignon ou dans les ministères pour discuter des réformes. »

Effectivement, un savant jeu de rôle est en train de se mettre en place sous nos yeux.

À l'origine, un constat du gouvernement : la CFDT, grillée par ses trahisons à répétition (dont l'approbation de la loi Fillon sur les retraites en 2003), ne peut pas suffire à faire passer ces mauvais coups. Il faut donc tout faire pour associer la CGT, FO et, dans l'Éducation nationale, la FSU, à « la machine à perdre ».

Thibault, secrétaire général de la CGT, a fait de ce point de vue son « taf » lors de la bagarre sur les régimes spéciaux. En proposant à Xavier Bertrand, ministre des Relations sociales, dans le dos de sa fédération des cheminots, une négociation entreprise par entreprise (SNCF, EDF, RATP...), il a pété le mouvement qui se mettait en place comme en 95 contre le plan Juppé-Notat (ex-secrétaire générale de la CFDT).

Jean-Claude Mailly, en acceptant de signer l'accord du 11 janvier sur la « modernisation du marché du travail », a donné aussi clairement, quoi qu'il en dise, un signal d'accompagnement à des formes de « flexisécurité ». Cela a provoqué du rififi dans l'organisation mais la signature n'a pas été retirée et il ne suffit pas que la confédération FO appelle à une journée de manifestations le 16 avril prochain sur les salaires et les retraites pour que les militants tirent un trait sur cet épisode.

La FSU, avec Gérard Aschieri, cherche comme en 2003 à gagner du temps pour ne pas mener vraiment la bagarre. Face aux 11 800 postes supprimés à la rentrée 2008 (dans le cadre d'une première étape de la fameuse RGPP évoquée plus haut) et au rapport Pochard qui propose ni plus ni moins au ministre Darcos de dynamiter les statuts des professeurs, la FSU a le pied sur le frein dès qu'il s'agit de permettre aux établissements d'aller chercher les postes, le maintien des BEP, le respect des statuts, des qualifications, des rémunérations (Indemnité de sujétion spéciale de remplacement) au ministère.

Une grève le 18 mars avec une manif à Paris qui évite soigneusement de se diriger vers le ministère, beaucoup de ballons, de chants, de danses et des manifestations décentralisées prévues le samedi 17 mai pour occuper le populo. Bref, de journée d'action en journée d'action, de temps « forts » en temps morts, on devrait arriver aux vacances d'été sans avoir rien fait de vraiment sérieux. Le procédé est breveté !

Les manifestations CGT, FSU et SUD du samedi 19 mars concernant les retraites ont participé d'ailleurs de la même logique : occuper les troupes en s'arrangeant bien pour que cela ne risque pas de partir en grève générale.

Chez le patronat, chacun joue son rôle. Celui qui considérerait Parisot, présidente du Medef, comme un redresseur de torts, lavant plus blanc que blanc face aux méchants patrons de l'UIMM (métallurgie), risque de ne pas bien comprendre le film. Ce qui se passe est d'une toute autre nature. Dans les fameuses négociations sur la représentativité syndicale, qui doivent se terminer au plus tard le 10 avril, ce qui se joue c'est l'exigence du gouvernement de « décentraliser le plus possible les relations sociales au niveau des entreprises et leur permettre de négocier directement avec les salariés, par exemple, en matière de temps de travail ». Discussions boîte par boîte et fin, par conséquent, des conventions collectives nationales par branches (socle de garantie en dessous duquel aucun accord d'entreprise ne peut à ce jour être signé).

Dans ces conditions, même le syndicat patronal de branche, en l'occurrence celui historique de la métallurgie (ancien Comité des forges) n'a plus de raison d'être ; il faut le liquider.

Bref, ce petit monde est donc bien en place pour amuser la galerie, de diversions en rideaux de fumée de toutes natures. Il reste que les faits sont têtus : il n'y a pas de pognon pour les salariés, soit disant, ni pour la Sécu, ni pour les services publics, mais les entreprises du CAC 40 ont dégagé en 2006 un bénéfice net de plus de 100 milliards (dont 7,5 milliards pour Arcelor-Mittal, qui licencie à tour de bras dans l'est de la France).

Il reste que la SNCF et La Poste annoncent chacune 1 milliard d'euros de bénéfices. Il reste que les sidérurgistes allemands viennent d'obtenir 5,5 % d'augmentation des salaires et leurs camarades cheminots 8,2 % tout de suite et 3,2 % en plus en septembre !

Il reste que les salariés roumains de l'usine Dacia (rachetée en 1999 par Renault) ont entamé une grève illimitée pour exiger une revalorisation salariale de 550 lei (environ 148 euros) par mois ; dans cette boîte plus de 2 500 employés perçoivent un salaire mensuel brut de 780 lei.

C'est le seul petit grain de sable pour le gouvernement, un léger détail qui s'appelle la lutte des classes. Elle ne prendra pas la même forme qu'il y a quarante ans, en Mai 68, mais l'objectif reste le même : tout faire pour lutter contre l'exploitation, l'aliénation et l'impasse suicidaire du capitalisme.

Nouvelles des fronts

« DE CE CAPITALISME-LÀ, JE NE VEUX PAS » aurait dit en substance le très libéral Sarko aux gangsters légaux de la City. Il parlait du capitalisme financier, celui qui enrichit par la spéculation. Celui qu'il veut c'est le capitalisme industriel, celui qui crée de la richesse en exploitant la chair à usine. C'est celui de ses amis les Maîtres de forges de l'IUMM... Quant à nous, il y a longtemps que l'on sait que c'est le même capitalisme qui a deux visages et que spéculation rime avec exploitation et que scandale de Panama rime avec Tata.

Ce n'est pas encore Mai, cependant ça branle un peu partout dans le manche. Il y a de l'agitation dans l'air... et avec un peu de chance, l'étincelle d'avril pourrait réchauffer les braises de mai. Grande distribution, nouvelle journée de grève fin mars, grève de la faim chez Ed à Chilly-Mazarin (91), débrayages à la Fnac en province et en région parisienne pour les salaires qui stagnent quand les profits ont augmenté de 7,4 %. Grève à LCL (Le Crédit Lyonnais) pour dénoncer les souffrances au travail, grève à Roissy à la compagnie Flybus pour des augmentations tout comme chez Coca Cola à Marseille. Grève à Météo France, grève dans les crèches de la capitale pour obtenir plus d'effectif, grève encore à l'hôpital Saint-Antoine (75) contre les suppressions d'emplois, grève des officiers dans les ferries de Douvres et de Calais, là encore pour les salaires et les conditions de travail. Arrêt de travail dans les ports contre la réforme de la manutention. Grève illimitée à l'inspection du travail en solidarité avec les élèves inspecteurs rétrogradés. Pénurie d'essence en Polynésie « française » suite à un mouvement pour le paiement des heures supplémentaires et des primes. Manifestation et grève dans les lycées et collèges contre la réforme annoncée du bac pro et les suppressions de postes à la rentrée. Un peu partout, ça pète, même les retraités et les personnes handicapées manifestent, c'est dire le malaise. Dans de nombreux secteurs, l'heure n'est plus à la défense des acquis, les luttes sont offensives. Certes, elles sont limitées et les revendications très casse-croûte mais comme on disait autrefois, ce n'est qu'un début, continuons le combat! C'est de toute façon un changement de cap, reste à le tenir et à fédérer les initiatives.

Malgré les vociférations et les promesses présidentielles, Mittal qui relève du capitalisme que promeut Sarko, va liquider sans autre forme de subvention 600 emplois à Gandrange en Moselle. L'usine Bosh de Beauvais (Oise) s'apprête à saquer 86 ouvriers sur 226, Sanofi-Avantis supprime 471 emplois dans son usine de Vitry (94), Phillips dans l'usine de Dreux (29) prévoit d'en liquider 279 sur 542. L'usine Goodyear d'Amiens dans la Somme en ratatinera 450 sur 2700 d'ici à 2010. Electrolux dans les Ardennes à Revin s'apprête à délocaliser en Pologne et lessive 700 emplois. Quand on vous dit que le capitalisme, spéculateur ou accapareur, c'est du pareil au même, les deux faces de la même spoliation... Dans les services, ça dépote aussi, LCL pousse 3000 seniors vers la sortie, Natixis prépare un plan « social » de plusieurs centaines de personnes. Photo Station baisse le rideau de fer de 52 magasins et Photo Service ferme 47 boutiques, ce qui implique environ 150 licenciements. Quant à l'État sarkosien, il utilise de la main d'œuvre précaire à tour de bras. Selon la FSU, les non-titulaires seraient 766000 et Sarko ose encore donner des leçons à la spéculative City! Un effet de manche, si j'ose dire, pour redorer son blason sondagier.

Dans le monde, d'affaire ou d'industrie, le capitalisme reste fidèle à lui-même. Opel prépare la suppression de 5400 emplois en Europe, Volvo va fermer son usine de Bus à Tampere en Finlande et liquider 300 emplois dans la foulée. Au Canada, le groupe de presse Quebecor World licencie 300 ouvriers du Livre et Mittal en vire 100 de plus dans la région de Montréal à Lachine. Vl'à pour les usines. Pour le spéculatif, on s'attend à 20000 suppressions de postes à New York dans le secteur financier et la Banque Lehman Brothers prévoit à elle seule d'en liquider 1400 sur un effectif de 4000. Mais, là-bas aussi, le prolos commencent à se rebiffer: grève générale en Grèce le 20 mars pour la sauvegarde des retraites, débrayages dans la sidérurgie allemande pour les salaires. Grève dure et longue chez Dacia en Roumanie, 80 % de grévistes, là encore pour une rallonge substantielle. En conséquence, la filiale de Renault fait du chantage à la délocalisation... C'est pourtant de ce capitalisme dont nous parle le locataire de l'Élysée...

Pour finir, un nouveau suicide chez Peugeot et des émeutes contre la vie chère en Côte d'Ivoire. Et quelques chiffres éloquents qui résultent du capitalisme tel que Sarko le souhaite ou le dénonce: les salariés allemands s'appauvrissent et 1,2 million d'entre eux sont bénéficiaires des minima sociaux, 19 % des enfants en Europe sont victimes de la précarité, 12,4 millions de Brésiliens vivent dans les favelas soit 14,1 % de la population. En France, 47 % des Hexagonaux pensent un jour pouvoir devenir SDF... Tout un programme.

Hugues

Groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste

Brèves de combat

Manif anti-OGM

5 000 personnes selon les flics, entre 13 000 et 15 000 selon les organisateurs. Bonne présence des libertaires, malgré un éparpillement regrettable dans la manif : un cortège FA, un AL, un petit CNT, des CBIL, No Pasaran… et un petit groupe normand mobile (FA + Pavillon Noir), présent avec une table de presse qui a bien marché (on a vendu 40 exemplaires de notre nouveau canard, *l'Encre Noire*… dispo maintenant à la librairie la Commune à Rennes).

Attaque fasciste d'un bar à Metz

Le Pink Bar a été victime d'une agression fasciste d'environ 50 personnes armées (poings américains, couteaux, matraques télescopiques, tournevis, etc.). La devanture du bar a été caillassée et toutes les vitres brisées. Au même moment se déroulait un concert antiraciste. Huit militants fascistes ont été interpellés. Nous estimons que l'extrême droite a délibérément fait le choix d'attaquer un des lieux messins où se déroule des activités culturelles. De plus, ce dernier est situé dans un quartier populaire et métissé.

Matraquage sauvage

Au lycée Gustave-Eiffel à Gagny (93), le samedi 29 mars à 8 heures, plus de 200 lycéens se sont rassemblés devant leur lycée pour organiser un blocus pacifique. À 9 heures, les brigades départementales de la Police nationale les ont chargés, avec bombes lacrymo, flash-ball et matraques. Plusieurs élèves et un professeur ont été blessés. Un lycéen a été embarqué au commissariat. À 19 heures, grâce à la mobilisation de parents d'élèves et de citoyens, il a été libéré.

Jeune suicide et prison

Un adolescent âgé de 17 ans a tenté de mettre fin à ses jours, hier après-midi, dans une cellule de l'établissement pénitentiaire pour mineurs (EPM) situé à Meyzieu. Il a cassé un néon et tenté de se couper les veines avec le verre brisé. Il a été transporté à l'hôpital par les sapeurs- pompiers. Le jeune homme venait d'arriver depuis quelques jours dans cet établissement pour délinquants mineurs. Tout nouvellement construit, l'EPM avait connu un drame en février dernier, avec le suicide d'un jeune détenu. « Ça ne se passe pas très bien » avaient reconnu les autorités en mettant en avant les difficultés psychologiques rencontrées par cette jeune population carcérale.

Procédés de chiens de garde

La police de Courbevoie est intervenue dans un conflit du travail entre Houcine Amloug, employé depuis plus d'un an dans le restaurant le Grand Bê et militant du 9e collectif, et son employeur. Alors qu'une manifestation était en cours devant le restaurant pour protester contre le licenciement abusif de Houcine, la police a procédé à son interpellation, réglant de façon expéditive, ce conflit du travail…

Handicapés « méchants »

Des milliers de malades, handicapés et invalides, ont manifesté samedi à Paris à l'appel du collectif « Ni pauvre ni soumis » pour réclamer un revenu d'existence décent, a minima au niveau du Smic brut.

Harcèlement moral

Le tribunal correctionnel de Bonneville (Haute-Savoie) a condamné à 6 mois de prison avec sursis deux cadres d'un hypermarché Carrefour pour « harcèlement moral ». Victor Massacrier, directeur du magasin de Sallanches, et Christian Rivat, chef de secteur, avaient été accusés par deux salariés de multiplier les brimades à leur encontre. Il ont gagné : seule la lutte paye !

Tutoiement : l'hôpital et la charité

Les policiers français tutoient de façon quasi systématique les jeunes des quartiers populaires, qui ne supportent pas cette familiarité. Sarkozy s'en est fait l'écho lors d'un déplacement sous bonne escorte dans une ville de banlieue, il a déclaré devant un parterre de policiers : « L'uniforme ne vous autorise pas à faire n'importe quoi, pas de familiarité, pas de fenêtre ouverte dans les voitures de patrouille avec le bras qui pend, pas de tutoiement. » Autrement dit plus de : « Ta gueule sale con ! »

Vive les arrêts de travail !

L'arrêt de travail est un des remèdes, parfois le seul, dont disposent les soignants face à la maladie. Les indemnités journalières (IJ) sont un revenu de remplacement qui permet aux assurés malades de s'arrêter dans des conditions parfois tout juste acceptables pour eux et leur famille. L'arrêt de travail est pourtant aujourd'hui l'objet d'une offensive généralisée, qualifié d'abus et de fraudes par les dirigeants. Le Parlement vient d'autoriser la suspension des IJ, payées par l'Assurance maladie, sur le seul avis des médecins contrôleurs payés par l'employeur et c'est maintenant le Haut Conseil pour l'Avenir de l'Assurance maladie qui propose de baisser les IJ des arrêts de durée plus courte et de supprimer la défiscalisation de celles versées dans le cadre des Affections de Longue Durée.

Pass Navigo = flicage

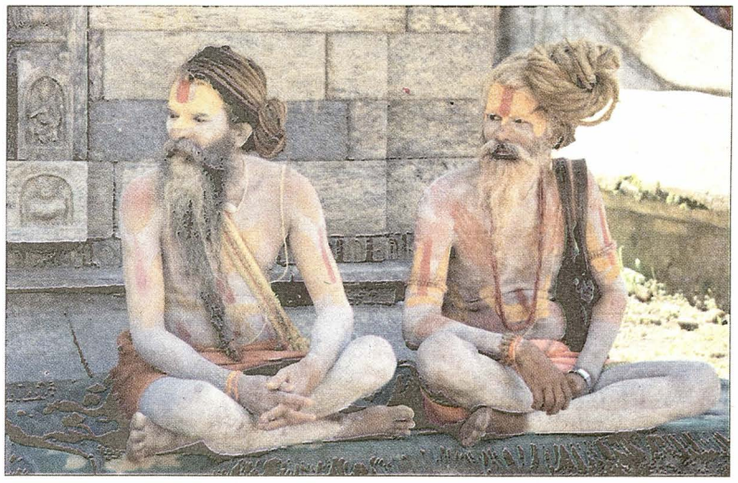
Pourquoi la RATP aime tellement Navigo, la nouvelle carte de transport dotée d'une puce RFID, c'est-à-dire lisible à distance par ondes radio et prétend dans son argumentaire

commercial, qu'elle nous fera gagner une demi-seconde sur le temps du compostage. En échange de quoi ? L'abonnement Navigo nécessite la création de fichiers comportant nom, adresse, éventuellement données bancaires et e-mail. Ces fichiers clients sont destinés, un jour ou l'autre, à être vendus à des entreprises partenaires de la RATP, qui rêvent du métro demain : des lignes automatiques, des distributeurs, des caméras, et plus personne, sauf des vigiles armés. Surtout, l'automatisation est le meilleur moyen de supprimer de fait le droit de grève. Des guichets automatiques et des rames sans conducteur : qui dit mieux ?

Anars roumains contre l'Otan

D'après des sources officielles de la police roumaine, L'Initiative libertaire était destinataire du matériel anti-OTAN découvert à la frontière bulgaro-roumaine, près de la ville de Calafat (sud du pays). La police des frontières a découvert, dans des véhicules immatriculés en Allemagne, des CD, des magazines et toutes sortes de tracts antimondialistes. Considérant qu'ils représentaient une menace pour l'ordre public et la sécurité nationale, les policiers ont reconduit en Bulgarie les six jeunes ressortissants allemands, qui s'apprêtaient à pénétrer en Roumanie. Nos forces de police avaient des preuves selon lesquelles ils appartenaient à une organisation anarchiste allemande. Police partout !

Individualiste billet du Peinard



Ce n'est pas la randonnée des seniors, promeneurs du dimanche qui, au pas de l'oie, franchissent l'air paisible, les plaines, les monts et les vaux. Non, c'est la marche du trimardeur insoupçonné qui hante les nuits. C'est le gueux, inlassablement assailli par la pluie fine, la pire de toute, celle qui foudroie le cœur de l'homme, celle qui abîme l'esprit du pauvre hère dont le pavé luisant est l'unique demeure! Ô toi somnanbule de l'obscurité, tu sais combien l'ouvrage et la tâche sont ardus. Tu attends une aube nouvelle. Mais l'espoir a quitté ton âme de pauvre bougre et la Lune s'attache de son mieux à réchauffer ta triste carcasse. L'astre lunaire est ton ami mais si lointain. Maigre consolation pour toi l'homme survivant hors des clous sociaux. Rassure-toi mon ami, tu es anarchiste car tu refuses d'être mis à l'encan. La joyeuse bourgeoise vêtue de rubans et de dentelles est parfois attendrie par ta douleur. La salope! Crache-lui à la figure. Tu as faim, vole. Tu as soif. Étanche ton gosier en tige de botte à la fontaine voisine. Où dormiras-tu ce soir? Sous un porche, un escalier, dans un squat? Dieu seul le sait si ce magnat des cieux existe! Hors des clous sociaux, on te refuse le droit de mendigoter quelque argent, un quignon d'pain, une divine bouteille! La rousse veille! Et le bourgeois dorvaille du sommeil du juste bon à pendre à la lanterne. L'Apocalypse libérera ta peine, le soc de la charrue engloutira l'ennemi. En société anarchiste, tu serais encore à la marge car tu refuses le collectif. Après tout c'est ton droit le plus sacré de mener ta vie comme bon te semble. Je te vois bien moine gyrovague ou ermite, profitant de l'aumône sociale!

Le Peinard

Quand l'autruche éternue. .

Un peu de rigueur

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je? De l'avis général, le pays s'enfoncerait dans la crise. Une crise mondiale, évidemment, d'où l'impuissance politique de nos glands nationaux, c'est pas nous c'est les autres. Cependant, selon Guy Sorman, économiste et héraut de l'ultralibéralisme, **« la crise actuelle ne doit pas faire oublier les services rendus par le capitalisme financier ».** Pas de soucis, certains n'oublient pas, hein Bolloré, Arnaud, Lagardère, Bouygues et consorts. Et quand on fait remarquer qu'ailleurs, pas si loin, ça a l'air de se passer mieux, un docte journaliste nous explique: **« Certes, en Allemagne, il y a des hausses de salaires. Mais il faut se souvenir qu'en Allemagne, les gens se sont serrés la ceinture depuis cinq ans. »** Ce qui bien sûr n'est pas le cas en France, où on fait la fête jour et nuit depuis 1974! Et le bouffon précise: **« Il y avait donc nécessité d'une mise à niveau des salaires. »** En Allemagne, hein, rêvez pas...

Quand il ne radote pas sur la soi-disant absence de tout plan de rigueur (dont pourtant chacun peut constater les ravages au quotidien), le Sarkozistan se livre au petit jeu préféré du personnel politique, l'embrouille entre copains, la déglingue, le flingage à vue. Depuis les municipales, l'UMP c'est Verdun, et le secrétariat général, en la personne de Devedjian, est en première ligne. Faut dire que c'est pas un drôle, le Patrick. **« Je dois dominer ma susceptibilité, c'est le job! »,** lâche-t-il en une sorte de mea culpa où l'ont sent bien que le gars, malgré ses efforts, n'y arrive pas. Un peu de rigueur, Patrick! Mais quand le job consiste à obéir aux ordres d'un Sarkozy que Bush vient de qualifier de **« dernière réincarnation d'Elvis Presley »**, il y a de quoi prendre ombrage. Oui, vous avez bien lu, si vous l'ignoriez encore, pour Bush, Sarkozy c'est Elvis. Nous manquait plus que ça.

Au Parti socialiste aussi, ça se dégomme à sec, selon une tradition déjà bien installée. Tous, ils se projettent en 2012, la seule et unique question occupant leurs esprits chafouins étant de savoir qui sera candidat aux présidentielles. **« Il y a plusieurs personnalités possibles, j'en fais partie, je n'exclue rien »** a prévenu Hollande, futur ex-secrétaire, que ses amis politiques surnomment affectueusement Flanby. Arnaud Montebourg, qui lui aussi y pense et pas seulement en se rasant, prétend que **« le PS ne peut pas se ridiculiser toutes les semaines avec un candidat à chaque coin de rue ».** La preuve que si. D'autant que Strauss-Kahn, vous savez, le président mondial du FMI mondial, tient à ne pas se faire oublier: **« Je me débrouillerai d'une façon ou d'une autre pour passer une tête au prochain congrès. »** Décidément, y'aura du monde sur la photo... Y'aura aussi Ségo bien sûr, pour laquelle **« le monde a changé, le socialisme doit changer pour rester fidèle à ses convictions ».** Ah ! Et d'ajouter dans la foulée: **« Moi aussi, j'ai changé. »** Manière de sous-entendre que le socialisme de demain, c'est elle. Avant de donner des leçons, elle devrait déjà commencer par le devenir, socialiste.

Frédo Ladrisse

. . c'est toute la jungle qui s'enrhume

De Comores en Scylla...

...Un charybde mahorais

L'archipel des Comores composé de quatre îles fut colonisé durant plus de cent cinquante ans. Lors d'un référendum d'autodétermination en 1974, cet archipel obtint l'indépendance.

Toutefois, l'une des îles, Mayotte, vota alors à l'encontre des trois autres îles car les manœuvres des services secrets français visaient à garder une colonie dans l'océan Indien; les Mahorais se trouvèrent ainsi coupés de leurs compatriotes des Grandes Comores, de Mohéli et d'Anjouan.

La France, qui aurait dû en droit se plier au vote de la majorité comorienne et à la position de l'ONU, encouragea ce séparatisme.

Depuis lors est à l'œuvre une politique d'assimilation culturelle d'une population dont 90 % ignorait la langue française.

Le PIB de Mayotte – néocolonialisme oblige – est aujourd'hui dix fois plus élevé que dans les îles voisines. En trente ans, bon an mal an, le nombre d'élèves est passé de 2000 à 70000.

Parallèlement, l'immigration fera passer la population de 80000 à 160000 avec, selon l'Insee, au moins 55000 personnes maintenues artificiellement en situation irrégulière.

Vous avez dit clandestins ?

Depuis toujours les Comoriens circulaient librement à travers les quatre îles: les membres d'une même famille vivant indifféremment, par exemple, à Mayotte ou à Anjouan distante de 70 kilomètres. C'est un peu comme si on interdisait à un fils (vivant à Rennes) de rencontrer son père (habitant à Saint-Brieuc) parce qu'il faudrait franchir la frontière départementale des Côtes-d'Armor... Idem pour nombre de Français de Mayotte issus de familles d'autres îles de l'archipel. Que maudites soient toutes les frontières géographiques, économiques ou mentales!

Bien que clandestine dans leur archipel, la main d'œuvre comorienne à Mayotte contribue largement à l'économie, notamment dans l'agriculture, la pêche, le bâtiment et le commerce.

En 1995, on instaura un visa obligatoire imposé aux Comoriens: la machine à fabriquer du « clandestin » était né. Cette machine en société productiviste fonctionne hélas ! à plein régime.

Du Hortefeux et des flammes

Dorénavant à Mayotte, on nage en plein délire, et les Comoriens en crèvent.

Dans le plus pur style du cynisme d'État, Brice Hortefeux, le sinistre de l'Identité nationale, déplorait en 2007 ne pas avoir atteint son objectif de 25000 reconduits à la frontière. Le « chiffre » obtenu était d'environ 24000...

Pour en arriver là, Mayotte fut largement mise à contribution. En coupes réglées, l'île subit 16147 expulsions...

Malgré ces expulsions, beaucoup de personnes reviennent - attendu que depuis longtemps leurs vies, leurs foyers et leurs familles sont souvent à Mayotte — parfois sont arrêtées et renvoyées à plusieurs reprises.

Pire que le tourbillon redouté du détroit de Messine, les reconduites de Brice et de Nicolas s'effectuent en « kwasas-kwasas » (barques de pêcheurs). Cela se solde souvent par des naufrages responsables chaque année de plusieurs centaines de morts horribles (noyades, requins, etc.) créant « le plus grand cimetière de l'océan Indien » dans une belle indifférence internationale.

Au revoir les enfants !

Le « faire du chiffre » passait déjà en 2006 par l'expulsion de 3093 mineurs et, déjà, la Cimade s'est déclarée choquée « du nombre de mineurs expulsés seuls chaque année, ce qui est strictement interdit par la loi ».

La surpopulation incarcérée au CRA (Centre de rétention administratif) est de 200 pour 60 places autorisées, les détenus sont entassés dans des cellules de 50 m², sans matelas ni draps réglementaires.

L'État profite du fait que ces personnes ne sont pas informées de leurs droits pour notamment retenir les élèves scolarisables, et les pouvoirs publics violent sans vergogne les textes réglementaires qui protègent sans ambiguïté les élèves.

Pour mémoire, l'ordonnance du 2 novembre 1945 dispose « qu'il n'appartient pas au ministère de l'Éducation nationale de contrôler la régularité des élèves étrangers et de leurs parents au regard des règles qui régissent leur entrée et leur séjour en France ». La circulaire du 20 mars 2002 précise l'ordonnance en indiquant: « L'inscription dans un établissement scolaire d'un élève de nationalité étrangère, quel que soit son âge, ne peut être subordonnée à la présentation d'un titre de séjour... ». En outre, la loi 2005-380 affirme que: « Tout élève qui à l'issue de la scolarité obligatoire n'a pas atteint un niveau de formation reconnue doit pouvoir poursuivre des études afin d'atteindre un tel niveau. » De la même façon, les élèves étrangers doivent – précision de la loi – pouvoir suivre tout stage en entreprise nécessaire à la validation de leur diplôme.

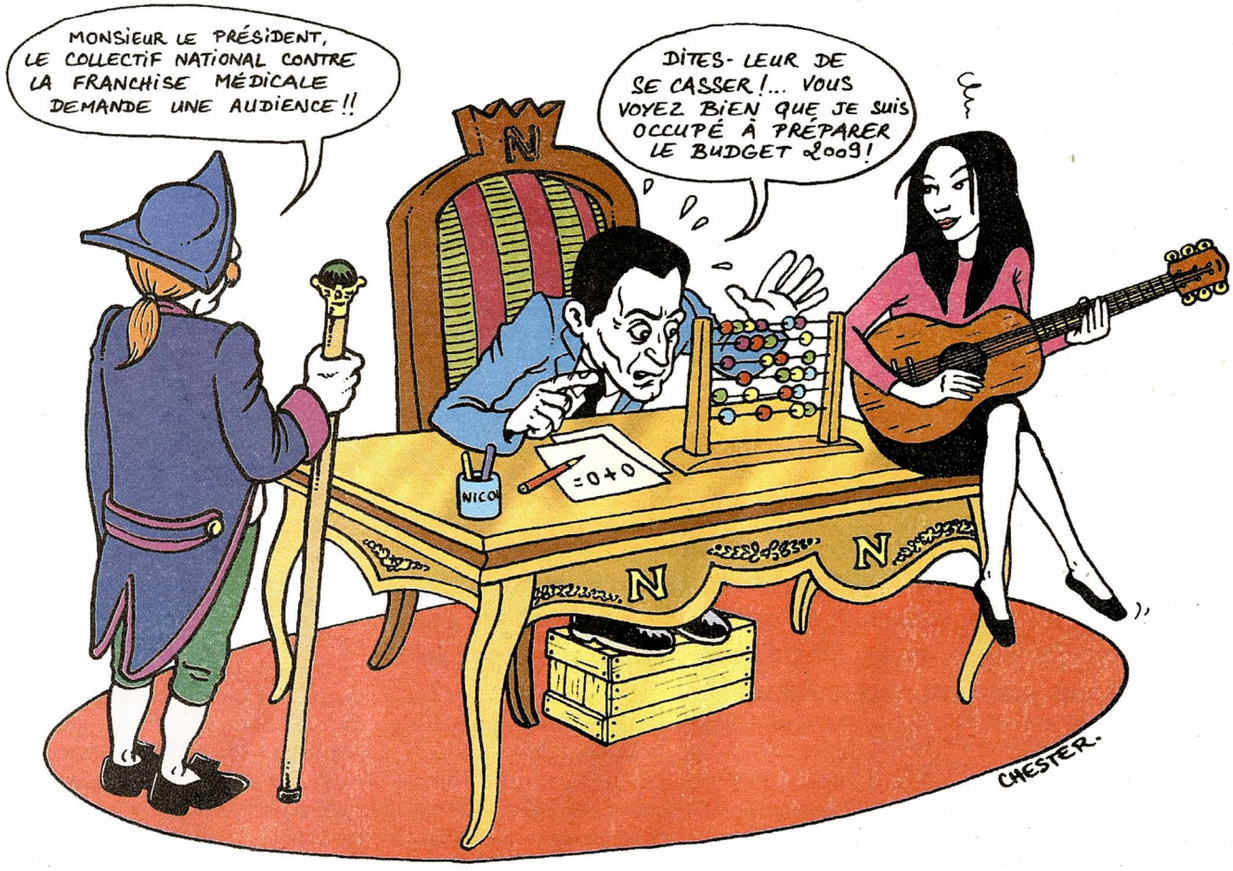
À travers les récits de vie de Zainaba, Saïd, Souffou, Mouhamadi ou Nassurdine, le Réseau d'Éducation sans frontières de l'île de Mayotte (RESFIM) dénonce, témoigne et rappelle que les autorités de l'État remettent en cause constamment les droits les plus élémentaires des individus (hommes, femmes et enfants).

Afin de faire connaître les drames humains de l'immigration et les atteintes à la dignité humaine que ce soit à Mayotte ou ailleurs, ni quota, ni cas par cas, régularisation de tous les sans-papiers! Telle a été la revendication qu'ont porté les anarchistes partout dans l'Hexagone, le 5 avril!

Jacques

Un peinard du groupe La Sociale de Rennes

En grève contre la franchise



L'émission *La santé dans tous ses états* a interviewé, pour Radio libertaire, Bruno-Pascal Chevallier, séropositif en grève des soins pour protester contre la politique des franchises médicales. Son action s'inscrit dans le mouvement de protestation initié depuis plusieurs mois. La Fédération anarchiste appelle à rejoindre la journée d'action qui aura lieu le 12 avril dans différentes villes de France.

Retranscription de Patrick Schindler. La santé dans tous ses états *est programmée chaque 3e lundi du mois de 18h à 19h30 sur Radio libertaire.*

Radio Libertaire: Tu as commencé une action pour le moins courageuse…

Bruno-Pascal Chevallier: Je n'emploierais pas le terme courageux et puis, je ne suis pas l'initiateur du combat contre la franchise. C'est en mars 2007 que le collectif national contre la franchise a vu le jour, avec 72 organisations politiques, syndicales, et associations de malades et de médecins. Puis, Christian Lehmann a mis en ligne, avec un autre toubib, une pétition nationale avec beaucoup d'interventions de toutes ces personnes.

RL: C'était l'appel contre la franchise?

B-P: Voilà c'est ça. En octobre 2007, il y a eu un mouvement très fort et entre autres, une grande réunion nationale de toutes les composantes de ce collectif au Gymnase Japy, dans le 11e arrondissement de Paris.

RL: On a un peu eu l'impression à Japy que le soufflé était retombé, une fois que la loi a été votée, qu'en penses-tu?

B-P: Je crois que l'année dernière, juste après le vote de la loi, le citoyen lambda ne voyait pas les réelles incidences. On n'a peut-être pas su communiquer. De plus, en période pré-électorale, certains partis politiques ont préféré parler de la vie privée de Nicolas, Carla et Cie, pour eux, c'était comme ça qu'il fallait intervenir politiquement: tout tournait autour de Sarkozy, Sarkoland, etc. Bien sûr, on ne s'en fout pas qu'il ait ses 22000 euros mensuels d'argent de poche, mais ça ne change pas directement le quotidien des Français. C'est pour ça que nous, nous avons commencé à parler clairement aux Français, des incidences, en donnant des exemples… Qui n'a pas dans son entourage, une grand-mère ou une voisine atteinte d'une maladie grave et qui a du

mal à se soigner ? Aujourd'hui, on est en train de casser le système de solidarité. Je suis travailleur social. Je rencontre des gens tous les jours qui sont en difficulté. Je suis moi-même malade, de diverses pathologies dont le sida. J'ai lu un article dans *Politis* au mois de septembre 2007, où certaines personnes racontaient leur histoire, comme j'en entends tous les jours, au bureau. Du style : « Voilà, j'ai 700 euros par mois. J'ai deux gosses à nourrir. J'ai des médicaments qui ne sont plus remboursés. Je dois payer telle analyse de ma poche et, en plus, maintenant, il y a les franchises, alors le choix est vite fait, je donne d'abord à bouffer à mes gosses et puis je me soigne après ! » Ou pire « Je ne me soigne plus du tout. » Dans ma réalité à moi aussi de malade, je trouve qu'il est impossible de penser que, parce que je suis malade, il faut que je paye encore plus. C'est pas ça le principe de solidarité : je paye une mutuelle, je travaille, je travaille plus et je gagne de moins en moins… Il faut, malgré le collectif national qui a été mis en place contre les franchises, aller parler aux gens. Et après avoir lu ces témoignages dans ce journal, je me suis dit : « Comment faire pour que les gens s'emparent de ce combat ? Je vais entamer une grève des soins, puisque la plupart des gens privés de ces droits ne peuvent pas le dire, moi je vais le dire d'une façon officielle : je me prive des soins en solidarité par rapport à ceux qui ne peuvent pas se soigner. » Et donc, j'ai fait un communiqué de presse à l'AFP. Dans les deux jours qui ont suivi, une vingtaine de journalistes ont médiatisé cette action et madame Bachelot m'a convoqué dans son bureau. Ça a été un sacré jeu entre elle et moi ! Mais, quand Bachelot a compris qu'elle avait un militant en face d'elle et qu'il fallait mettre un point à la discussion, elle a utilisé les arguments bateaux : le vieillissement de la population, la maladie qui coûte de plus en plus cher, les avancées scientifiques, la nécessité de « responsabiliser les malades », etc.

RL : C'est le grand mot à la mode…

B-P : Oui, mais elle a aussi ajouté que l'ALD ce n'est plus possible, parce qu'il faut qu'une partie soit confiée à la solidarité et l'autre à la responsabilité des citoyens. Une façon de tuer l'ALD, quoi… Et je me suis dit : « Il faut maintenant qu'on crée un vrai rapport de force. » Donc j'ai mis au point le site *grevedesoins.fr*, avec Christian Lehmann et le collectif national. Tout de suite, les gens ont réagi avec des témoignages, ils ont parlé de leur vie, des conséquences des franchises et des dérèglements de soins. Cette action était intéressante parce qu'elle redonnait la parole aux malades. Ça m'a encouragé à poursuivre.

RL : Comment a été présentée la franchise par le gouvernement ?

B-P : Ils nous ont dit qu'il s'agissait d'un « petit effort » limité à 50 euros par malade. À ce moment Bachelot a même argumenté : « Ils s'achètent bien un téléphone portable ou un abonnement Internet, ils peuvent faire un petit effort pour leur santé. » Il fallait casser cette langue de bois et forcer les médias à relayer la vérité : qu'il s'agissait d'un véritable enjeu de société, acquis par la lutte des travailleurs et le Conseil national de la Résistance : la solidarité ! Mais, il me semble intéressant de revenir, avant tout, sur l'aspect technique. Je me bats beaucoup avec les médias là-dessus : les franchises, ce n'est pas 50 euros. C'est 50 plus 50. Car, existait déjà la franchise Douste-Blazy, avec 1 euro prélevé sur les consultations, 16 euros sur le forfait hospitalier et 18 euros sur les dépassements d'honoraires. Avec cette première franchise-là, également plafonnée à 50 euros, ça fait deux ! Moi, comme les autres malades touchés par de lourdes pathologies, j'ai au 1er janvier, un impôt de 100 euros, d'office, sans hospitalisation, sans consultation, avec dépassement, plus les déremboursements de soins. Car il ne faut pas oublier tous ces médicaments qui sont devenus « médicaments de confort ». Plein de personnes âgées me disent que leurs médicaments pour la fluidification du sang sont passés de 5 à 8 euros. Je ne pense pas qu'ils les prennent pour le plaisir… C'est comme pour une famille qui vient pour la gastro d'un de ses enfants : la moitié de l'ordonnance n'est plus remboursable, donc, ça touche tout le monde ! Depuis le 1er janvier, les gens le voient sur leurs feuilles de sécu : ça va plus loin que ce qu'on leur avait raconté ! Et depuis quelques jours, la sécu va jusqu'à rattraper la franchise Douste-Blazy, en remontant jusqu'à 2005. Les gens qui sont en forfait journalier, on leur récupère tout d'un coup. Je prends mon exemple : il y a un an, j'ai dû subir une intervention chirurgicale ; pour la première fois, je ne pouvais pas utiliser ma carte Vitale avec mes 100 %. J'ai fait l'avance d'argent soit 75 euros. J'ai reçu mon remboursement de la sécu : 4 euros. Ils ont fait un rappel de toutes les franchises Douste-Blazy. Donc, il y a un moment où on paye cash : il ne faut pas dire « les 100 % sont pris en charge », ce n'est pas vrai ! Et puis, il ne faut pas dire non plus ce que me répond Sarkozy dans sa lettre, que : « les plus vulnérables sont protégés ». Je suis désolé, mais, quand on est adulte handicapé et qu'on ne perçoit que 700 euros par mois, mais qu'on est en dessus du plafond pour avoir droit à la CMU*… C'est ça la réalité des gens au quotidien ! Comment font ces personnes pour payer leurs loyers, pour manger cinq sortes de fruits par jour, puisqu'il leur faut une hygiène de vie, et puis se soigner ? Eh bien, quand elles en ont la force et encore la dignité, elles réclament un coup de main dans les services sociaux, parce qu'elles traversent une période difficile. Mais, il y en a tellement qui n'osent plus le faire. C'est pour ces gens-là qu'il faut qu'on se batte.

RL : Ce sont les oubliés du système social ?

B-P : Voilà… Et pour faire passer la pilule, ils nous ont fait le coup du plan Alzheimer. Cette semaine, avec Act-UP, dans l'ABCdaire de l'UMP, à la page 137, que les franchises « servent aussi à payer la lutte contre le sida » ! Ça en fait beaucoup de choses, avec le cancer, etc. Faut arrêter de prendre les gens pour des imbéciles. Je pose une question à madame Bachelot : « Pourquoi ça ne s'adresse qu'aux malades et pas à l'ensemble de la société française ? » Je dis à madame Bachelot : « Vous êtes en bonne santé, tant mieux pour vous, mais alors, vous n'êtes pas solidaire avec les personnes atteintes d'Alzheimer ! » Je n'ai pas eu de réponse. Pour moi, il y a un autre moyen de financer le trou de la Sécurité sociale : les cadeaux fiscaux. Même Philippe Seguin, qui n'est pas un homme de gauche, dit que si l'on s'en prend aux stock-options, on a de quoi renflouer le trou de la Sécu ! Qu'on arrête de culpabiliser les malades. Dans une France qui va mal, imaginons une épidémie, une tuberculose, les malades qui ne se soigneraient plus, ça donnerait quoi ? C'est pour ça aussi, que la Sécurité sociale a été créée, pour éviter ces dérapages. On remet tout ça en question. On sait ce qu'il y a derrière : on veut arriver à un système privé, toutes les mutuelles le disent. Et Sarkozy qui dit encore dans sa réponse : « Les franchises sont remboursables par les mutuelles. » Il faudrait savoir : lui-même l'avait interdit !

RL : On a tapé sur les malades pas assez raisonnables, sur les médecins trop gros prescripteurs, mais on n'a jamais attaqué les véritables responsables ?

B-P : Oui, les responsables des déficits sont bien sûr, avant tout, les grands laboratoires pharmaceutiques qui se font du gras sur le dos de la Sécurité sociale et sur celui des malades. Je vais vous donner un exemple : j'ai un traitement VIH. Quand je reçois mes remboursements sécu, ils s'élèvent à 1 600 euros mensuels, rien que pour deux boîtes de médicaments de 28 jours. Or, on sait que dans les pays du Sud, ces mêmes traitements valent

« Je mène cette grève des soins pour protester contre ces franchises qui vont à l'encontre du principe de solidarité et parce qu'elles conduisent inévitablement un grand nombre de nos concitoyens à repousser des soins pourtant nécessaires. »

4,50 euros. Je veux bien qu'une partie aille à la recherche, mais entre 4,50 euros et 1600! Qui fixe le prix du médicament sur le marché en France? Et Bachelot qui parle de la remise en cause de l'ALD (le 100 %)* en ces termes: « Une part doit être financée par la solidarité nationale et l'autre doit relever de la responsabilité individuelle, à travers une couverture complémentaire. » Elle dit en gros que c'est 60 % du montant de l'Assurance maladie qui doit relever de la seconde. Elle ajoute: « Il y a des pathologies responsables et d'autres qui tiennent au comportement. » Mais qui va décider de leur définition? Un exemple, si je suis diabétique et que je m'achète un gâteau, je deviens responsable de l'évolution de ma maladie, à cause de mon comportement irresponsable? D'ailleurs, les diabétiques aussi sont en colère car ils sont touchés également par la remise en cause de ces 100 %*. J'ai vu le même type d'argument culpabilisateur sur un site de droite à propos du sida disant: « Mais qu'est-ce qu'il nous fait chier avec ses 50 euros, il n'avait qu'à prendre un préservatif à 20 centimes...! »

RL: Une façon de revenir à la punition divine?

B-P: Oui, je crois qu'on en revient là! Il faut être très vigilants. Pourquoi pas bientôt la mise en circulation d'un questionnaire pour nous dire: « Quel comportement vous avez dans la vie, qu'est-ce que vous mangez? » Et selon les réponses, une institution dira: « Vous, vous méritez de bénéficier d'un 100 % et vous, vous ne le méritez pas! »

RL: C'est le glissement vers une privatisation de la Sécurité sociale?

B-P: Oui, les mutuelles privées choisissent les personnes qu'elles veulent assurer en fonction des risques, grâce aux questionnaires de santé. Il faut entendre leurs nouvelles publicités: « Si au bout d'un an, vous n'avez pas fait appel à des remboursements, on vous rembourse une partie de votre cotisation. » On va avoir des bons points...

RL: Un système de bonus/malus, comme pour les voitures?

B-P: Ça devient aberrant. Et quand on parle des mutualistes... Chez Mederic, le président s'appelle Sarkozy, comme l'autre... Je ne voudrais pas faire d'amalgame, mais si les affaires de l'un peuvent arranger un peu les affaires de l'autre...

RL: Pour revenir à ta lutte de la grève des soins, quelles perspectives?

B-P: Je n'ai de cesse de dire aux gens sur le site et ailleurs que ce n'est pas courageux, que c'est de la folie et que je n'engage personne à le faire. Ça suffit, maintenant, on en parle, l'action prend de l'ampleur, on en est à 500000 signatures. Il y a eu des initiatives partout en France, parties de malades comme Éric à Orléans qui a une maladie rare, comme Hélène à Angers, qui souffre du syndrome de Sapho. Ils se sont pris en charge et ont contacté les médecins et associations de leur région pour monter une action. Il s'agit de gens qui ne sont pas organisés habituellement et je trouve ça intéressant. Le 12 avril, il y aura des actions dans toute la France, devant les préfectures et à Paris, devant le ministère de la Santé. Nous amènerons nos boîtes de médicaments vides pour dire: « Voilà nos quatre mois de traitement: après ça on ne peut plus se soigner puisqu'on a déjà atteint nos 50 euros. » On veut avoir droit au retour de la santé publique. 70 % des Français ne veulent pas de ces franchises. Même la droite ne semble pas convaincue par cette loi que a été votée par 77 députés sur 577 députés – 40 pour et le reste contre, voilà! C'est ça la démocratie? Enfin, ce qu'il y a de positif en ce moment, c'est que les gens les plus concernés ne se cachent plus et osent se montrer. C'est aussi le cas avec le mouvement « Ni pauvre ni soumis » qui voit le jour. C'est une sacrée révolution en France. Avant ça, il y a bien sûr eu Act-Up, avec la même démarche pour les malades du sida. Ils ont réussi à changer le rapport entre les malades et leur médecin. Ils sont devenus acteurs de leur maladie et ont repris le lien social. Reprendre sa santé en main à l'aide de protocoles, donc de négociation et non pas de culpabilisation. Parler ensemble. Je crois qu'aujourd'hui, il faut donner aux citoyens les moyens de s'organiser.

RL: Un dernier mot, comment vas-tu?

B-P: Je ne vais pas plus mal aujourd'hui que des gens privés de soins! Ce que je fais est débile, des fois j'ai un peu la trouille, des fois je suis un peu crevé, comme toutes les personnes qui mènent un combat. Mais, on s'en fout de Bruno Pascal Chevallier, pour moi c'est facile, j'ai une famille un boulot, un toit je peux bouffer tous les jours. Ce qui est plus intéressant aujourd'hui, c'est ceux qu'on ne voit pas, c'est eux qu'il faut accompagner pour qu'ils aillent mieux. Et vous verrez que si on les invite et qu'ils nous suivent dans la lutte, ils iront beaucoup mieux! À bas la charité: il faut donner aux malades les moyens de se bagarrer pour gagner ensemble!

P. S.

---

*Il ne faut pas confondre l'ALD qui signifie remboursement à 100 % des soins liés à une affection particulière, le VIH ou la sclérose en plaque par ex., et la CMU, couverture médicale universelle, permettant le remboursement à 100 % de tous les soins... Enfin touchons du bois! (*ndlr*).

Samedi 12 avril

Appel

à tous les responsables et militants politiques, syndicaux, associatifs, tous les citoyens à manifester devant toutes les préfectures de France, et à Paris ou pour la Région parisienne, devant le ministère de la Santé, le samedi 12 avril à 14 heures, en venant déposer leurs boîtes vides de médicaments.
Villes dans lesquelles sont prévues des rassemblements rejoints par les associations, syndicats et organisations politiques:

Cognac (16)
Sous-Préfecture, 362, rue Jean-Taransaud.

Périgueux (24)
Préfecture, 2, rue Paul-Louis-Courier.

Tours (37)
Préfecture, 15, rue Bernard-Palissy.

Nantes (44)
Préfecture, 6, Quai Ceineray.

Orléans (45)
Préfecture, 181, rue de Bourgogne.

Chalons (51)
Préfecture, 1, rue Jessaint.

Lorient (56)
Préfecture du Lorient, Quai de Rohan.

Douai (59)
Sous-Préfecture, 642, bd Albert. 1er

Strasbourg (67)
Préfecture, place du Petit-Broglie.

Paris (75)
Ministère de la Santé, 8, avenue de Ségur.

Melun (77)
Préfecture, 12, rue des Saint-Pères.

Instruction civique ? Vraimen

Ainsi, dans les nouveaux programmes de l'école primaire, les principes de la morale et l'importance de la règle de droit sont notamment présentés au travers de maximes *« la liberté de l'un s'arrête là où commence celle d'autrui »* ou d'adages juridiques tels que *« nul n'est censé ignorer la loi »* (extraits du dossier de presse du ministère). Excellentes intentions et désastre prévisible en ce qui concerne l'intériorisation des exigences du vivre-ensemble par les enfants.

Envisager l'exercice de la liberté comm de marché revient à promouvoir la rapports entre les hommes, puisque l de l'autre. Et la vocation de l'école n'

Bernard Defrance

La maxime d'abord: Il s'agit là d'une de ces bêtises très ordinaires que nous infligeons aux enfants dès que le déploiement de leur énergie nous dérange. Cette prétendue maxime entérine, d'une part, la confusion entre l'exercice de la liberté structuré par la loi et le déploiement de la pulsion dans son immédiateté, et d'autre part, la résignation à l'état de rapports de forces et de violences entre les individus. Si ma liberté devait s'arrêter au lieu où commencerait celle de l'autre, il y aurait inévitablement frictions aux frontières, nous serions dans la guerre des territoires, et comme un enfant ne peut grandir qu'à accroître ses prises sur le monde, son autonomie, c'est-à-dire ses libertés, lui infliger cette pseudo-maxime revient à le persuader qu'il ne peut en effet accroître sa liberté qu'au détriment de celle d'autrui, surtout si, par un surcroît de bêtise accablante de la part de gens supposés instruits, on prétend lui faire apprendre la maxime par cœur! Ne pas s'étonner des résultats de cette bêtise meurtrière tels qu'on peut les constater dans les cours de récréation, dans les classes elles-mêmes, sur les plateaux de télévision, dans la guerre des bandes de quartiers et celle des cabinets financiers à l'échelle de la planète. Envisager l'exercice de la liberté comme on envisage la conquête de parts de marché revient à promouvoir la pulsion de mort comme mode de rapports entre les hommes, puisque la concurrence veut d'abord la mort de l'autre. Et la vocation de l'école n'est pas de former des tueurs.

En réalité, la mission de l'école est (devrait être) de faire découvrir aux enfants, par la mise en pratique de la loi, que cette loi permet (devrait permettre) l'articulation de nos libertés, que à deux, à plusieurs, on acquiert plus de pouvoirs et de capacités d'action que tout seul, que les plaisirs solitaires n'ont en effet qu'un temps, et que donc nos libertés peuvent s'accroître les unes des autres, s'allier dans la transmission de la vie, dans l'appropriation et la création culturelle, dans la recherche ensemble des solutions aux immenses problèmes à résoudre que nécessite de plus en plus l'état de la planète. Et enfin que l'idée même d'une liberté qui « s'arrêterait » est parfaitement idiote: jusques et y compris dans le domaine de la création humaine le plus tenu à des règles rigoureuses et incontournables, la mathématique, il s'invente à peu près, nous dit-on, trois cents nouveaux théorèmes chaque année; et pour prendre un autre exemple: une fois que j'ai passé des années sur les règles du solfège et à développer mon habileté au clavier, je peux faire ce que je veux avec mon piano, sans limite. Mais rien ne m'oblige à travailler la mathématique ou le piano, rien ne m'oblige à vouloir cuisiner un lièvre à la royale (comptez trois jours au moins), ou à jouer au rugby ou à me plonger dans les mystères de l'atome ou ceux de l'inconscient. Qu'un ancien doyen de l'Inspection générale (et qui donc fut garant de la qualité de notre enseignement), devenu ministre, cède à la bêtise démagogique que constitue cette pseudo-maxime, est tout particulièrement accablant quant à ce que cela révèle (mais on le savait déjà bien sûr, au moins depuis Rabelais et Montaigne...) de décalage possible entre instruction et intelligence. L'école devrait (et c'est heureusement ce qui se passe – quand même! – dans de nombreuses classes aux pédagogies actives et coopératives) permettre à l'enfant devenant élève, s'élevant, de découvrir que sa liberté commence au moment où commence celle de l'autre, par fécondation réciproque: découverte permettant de sortir, par l'instruction, de la violence.

L'adage ensuite: en effet, « nul n'est censé ignorer la loi », c'est-à-dire que, dès lors que son action implique autrui, nul ne peut ignorer qu'une loi va structurer l'articulation des libertés; mais ce principe ne vaut pleinement qu'à partir de la majorité civique, civile et pénale: on ne saurait exiger des enfants qu'ils sachent déjà ce qu'ils viennent précisément apprendre à l'école. Ce qui explique le sens d'un autre « adage »: « Toute infraction (contravention, délit ou crime) commise par un mineur est moins lourdement punie que si elle est commise par un majeur »; que l'on discute de l'application du principe de l'excuse de minorité ne remet pas en cause le principe lui-même; et donc il importe de s'interroger sur la réalité de ce qui se passe dans notre école lorsqu'effectivement des infractions y sont commises par des majeurs ou par des mineurs.

L'affaire dite de « la gifle de Berlaimont » en fournit un exemple éclairant: dans l'ordre chronologique, désobéissance de l'élève (qui n'obtempère pas assez vite à l'ordre de ranger sa table), voies de fait du professeur (qui jette les

nt ?

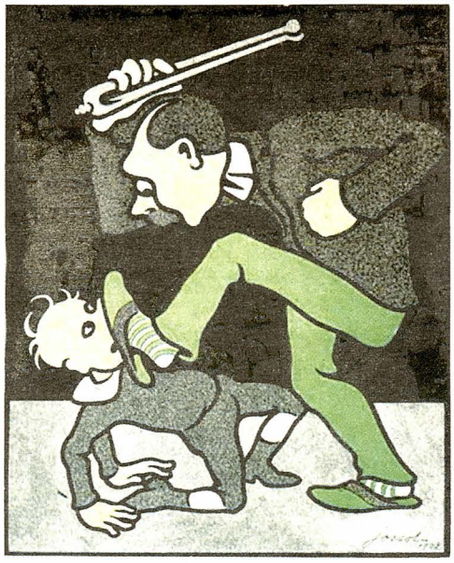
ne on envisage la conquête de parts pulsion de mort comme mode de a concurrence veut d'abord la mort est pas de former des tueurs.

affaires au sol), protestation de l'élève, placage de l'élève au mur (premières violences physiques exercées par le professeur), injure adressée au professeur par l'élève (mineur), gifle violente qui fait chuter au sol l'élève (11 ans...), violence physique exercée contre l'élève par le professeur (majeur) : injure « aggravée » puisque s'adressant à une personne investie d'une fonction d'autorité, violence « aggravée » puisqu'exercée par un majeur ayant autorité sur un mineur; et l'élève traîné au bureau (troisième violence physique), sommé d'écrire un mot d'excuses et de reconnaissance de culpabilité (pressions psychologiques et chantage) et enfin tentative du professeur d'étouffer l'affaire en demandant à toute la classe de garder le secret sur l'incident (subornation de témoins). Il sera extrêmement intéressant de voir quelles seront les suites disciplinaires et judiciaires, mais on peut d'ores et déjà relever que le ministre de l'Éducation et le Premier ministre ont déjà pris publiquement la défense du professeur, transgressant par là même l'article 434.16 du code pénal qui réprime « la publication, avant l'intervention de la décision juridictionnelle définitive, de commentaires visant à exercer des pressions en vue d'influencer (...) la décision des juridictions d'instruction ou de jugement » (six mois d'emprisonnement et 8000 euros d'amende).

Et on peut aussi se demander ce qu'il se serait passé si, à supposer le rapport des forces physiques entre les protagonistes rééquilibré, un élève avait balancé les affaires du professeur par terre, l'avait plaqué au mur en réponse à ses protestations, giflé en réponse à une injure, traîné au sol en exigeant des excuses (écrites!), et exercé des pressions et des menaces sur ses camarades pour qu'ils gardent le silence : pour beaucoup moins que ça, des élèves se sont retrouvés devant le parquet des mineurs, parfois en détention provisoire, condamnés et en tout cas exclus définitivement de l'établissement, le tout bien sûr après le rituel « droit de retrait » des professeurs ou la grève pour plus de « moyens ». Et il est vrai aussi que, en d'autres zones de notre système éducatif, les cas ne manquent pas où des professeurs subissant des chahuts abominables, ou des menaces réitérées, se voient lâchement abandonnés à leur sort par les collègues et la hiérarchie. Dans l'affaire de l'élève condamné à treize ans de prison pour tentative de meurtre sur sa professeure, par exemple, les alertes répétées de la professeure à sa hiérarchie n'avait pas été suivies d'effets, si bien qu'elle s'était crue finalement obligée de convoquer la mère : or, on ne doit pas « convoquer » les parents d'un élève majeur sans son accord préalable. Là aussi la loi est bafouée pour de très nombreux élèves en lycée qui continuent à être traités en mineurs, malgré les décisions de la justice administrative jusqu'au Conseil d'État, dans les trop rares cas où des élèves ont fait valoir leurs droits.

Il est probable que le ministre n'a pas vraiment mesuré les conséquences du rappel des principes en effet incontournables du droit. Pourquoi s'arrêter à celui proposé? D'autres principes fondent tout aussi bien nos relations à autrui et l'ensemble de ces principes structure l'articulation de nos libertés. Or, qu'en est-il, dans les faits, à l'école, de leur application par les adultes? Quelques exemples seulement qui renverront chacun à ses expériences personnelles, à son « chagrin d'école » :

« La loi est la même pour tous. » Certes... Mais que se passe-t-il, dans les faits, quand un élève arrive en retard et quand le professeur arrive en retard? Dérisoire? Pas sûr! Le sentiment du « deux poids, deux mesures » est très tôt ressenti par les enfants, et ce sont les actes ici qui font sens, plus que les cours et discours, fussent-ils traduits en « maximes » calligraphiées en pleins et déliés au tableau tous les matins... Et on peut aussi se livrer à un petit calcul dont devraient être capables nos élèves de primaire : le procureur de Pontoise, au cours d'une audience de comparution immédiate, a traité un jeune, traîné devant le tribunal pour avoir ramassé sur le trottoir bijoux et montres échappés d'une vitrine brisée (il n'était pas accusé d'avoir brisé la vitrine mais seulement d'avoir ramassé...) lors des violences de Villiers-le-Bel, de « vautour » (ce magistrat semble ignorer par ailleurs que le vautour est un rapace protégé et extrêmement utile, mais, bref! passons...), et il réclamait dix mois de prison ferme; dans sa mansuétude, le tribunal en a infligé trois (fermes); le calcul auquel on peut procéder est le suivant : évaluons, approximativement, à la louche, le butin (qui n'a pas profité longtemps...) à 2600 euros; rapprochons cette



« Réplique donc à l'auteur de tes jours. »
Jossot, *L'Assiette au beurre*.

Convention internationale des Droits de l'Enfant

ARTICLE 12

1. Les États parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité.

2. À cette fin, on donnera notamment à l'enfant la possibilité être entendu dans toute procédure judiciaire ou administrative l'intéressant, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un représentant ou d'un organisme approprié, de façon compatible avec les règles de procédure de la législation nationale.

ARTICLE 15

1. Les États parties reconnaissent les droits de l'enfant à la liberté d'association et à la liberté de réunion pacifique.

2. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet que des seules restrictions qui sont prescrites par la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique ou de l'ordre public, ou pour protéger la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui.

somme de la somme détournée en liquide à des fins jusqu'ici non éclaircies (mais en tout cas le butin n'a pas encore été retrouvé) par un certain très haut responsable du Medef, soit 26 millions d'euros; si 2 600 euros valent trois mois de prison, combien vaudront les 26 millions? La loi est la même pour tous? Vraiment?

« Nul ne peut être mis en cause pour un comportement qui ne porte tort, strictement, qu'à lui-même. » Le suicide ne relève plus du code pénal, mais... Qu'arrive-t-il à l'élève qui dort sur sa table et ne dérange personne? À celui qui ne s'intéresse pas? À celui qui n'apprend pas ses leçons? Que de fois les élèves sont-ils punis pour « mauvais » - résultats? C'est d'ailleurs ce régime de pénalisation des apprentissages, où une note n'est pas basse ou élevée mais mauvaise ou bonne, où une tâche à accomplir devient un devoir et un élève bon ou mauvais, qui a été relevé par les experts de l'OCDE (voir les résultats de la dernière enquête PISA) comme l'une des principales causes de la baisse des performances de notre système éducatif: il n'y a aucune vraie instruction possible, ni transmission morale et culturelle, dans le chantage aux notes et aux punitions.

« Nul ne peut être mis en cause pour un acte qu'il n'a pas commis. » Qu'en est-il, dans les faits, des punitions collectives? Interdites explicitement, enfin, par les textes de juillet 2000 sur les procédures disciplinaires, elles ont été rétablies par l'actuel Premier ministre lorsqu'il était en charge de l'éducation, par voie de circulaire! Excellent moyen de fabriquer de futurs coupables: « Puisque je suis puni alors que je n'ai rien fait, la prochaine fois au moins ce sera pour quelque chose! », mais il est vrai que beaucoup ont besoin de ces « coupables » (ou « racailles », ou « sauvageons ») pour continuer à pérorer et se sentir exister, politiquement.

« Nul ne peut se faire justice à lui-même. » Si le professeur punit lui-même l'élève qui, par exemple, l'a injurié, la punition ne peut pas alors être perçue comme l'effet légal d'un comportement illégal mais seulement comme la vengeance de celui dont l'autorité a été bafouée; certes, le professeur doit, comme n'importe quel citoyen et dans la limite de ses moyens, interrompre la commission d'une infraction, mais le policier (fonction qui appartient de droit à tout citoyen) arrête le délinquant, il ne le juge pas ni ne le punit.

« Nul ne peut être juge et partie. » Sauf à l'école! Où c'est le même qui enseigne et qui juge ensuite des résultats de son propre enseignement, ce qui non seulement interdit la construction de la citoyenneté mais pervertit l'instruction des savoirs elle-même, puisqu'alors les exigences de la recherche de la vérité se trouvent remplacées par celles de la conformité: « Qu'est-ce que je vais bien pouvoir mettre sur cette copie qui va "faire bien" et me permettra d'avoir une bonne note? – Surtout ne pas oublier de citer dans la bibliographie de ma thèse tel bouquin parfaitement nul mais dont l'auteur est copain d'un de ceux qui siègent au jury...! » Apprentissage continu, quinze ans durant au moins, de la soumission, de l'hypocrisie, pour ne pas dire de la prostitution... Qu'est-ce qui motive la réussite scolaire, exactement? Passer de l'autre côté du manche? Il se trouve que quelques-uns résistent parfois à ce modèle de prétendue réussite scolaire et sociale, et parfois violemment... Peut-on leur donner entièrement tort? Heureusement beaucoup aussi, malgré l'école, se lancent dans les aventures infinies des techniques, des arts et des sciences, sans être dupes de leur « réussite ».

Se soumettre: se mettre dessous, s'abaisser, si c'est cela qu'on exige des élèves appelés à s'élever, il n'y a plus d'école.

« Le citoyen obéit à la loi parce qu'il la fait avec les autres citoyens. » Où et quand les futurs citoyens peuvent-ils apprendre progressivement à « faire la loi », parler, au lieu de s'injurier et de se taper dessus, faire parlement avec les autres? À l'école, on apprend à se soumettre à quelqu'un et non à obéir à la loi dont ce quelqu'un est, momentanément et par délégation, porteur; et donc réussir à l'école c'est apprendre, non pas à obéir doublement aux exigences extraordinairement complexes des savoirs et aux obligations sociales qui permettent l'exercice de la liberté, mais à se soumettre, de sorte qu'ensuite on puisse soumettre les autres, grâce aux diplômes acquis... Se soumettre: se mettre dessous, s'abaisser, si c'est cela qu'on exige des élèves appelés à s'élever, il n'y a plus d'école. Les orientations actuelles du ministre détruisent l'école dans ses dimensions savantes, morales et éthiques les plus fondamentales. Mais il est vrai que ses prédécesseurs avaient déjà bien entamé ce travail, notamment deux d'entre eux qui se croyaient l'un savant et l'autre philosophe...

Faire apprendre à l'école les principes du droit? Chiche! Et peut-on également se demander s'il ne serait pas temps, bientôt vingt ans après sa ratification, d'y respecter la Convention internationale des Droits de l'Enfant, notamment en ses articles 12 à 15? Que les adultes commencent par donner l'exemple du respect de la loi avant de l'exiger des enfants.

B. D.

Bernard Defrance est professeur de philosophie à la retraite. Il milite à la section française de Défense des enfants international France, www.dei-france.org, et participe à différentes revues et travaux de réflexions et de diffusions en matière pédagogique.

Espagne

General Motors spécule... Opel licencie

À Figerelas, près de Saragosse, les métallos de l'usine Opel sont des ouvriers modèles, prêts à tous les sacrifices pour augmenter leur productivité. Hélas pour eux General Motors a perdu de l'argent dans ses spéculations financières. La direction de Detroit a donc décidé, en accord avec les syndicats, qu'ils seront tous solidaires et que leurs postes seront « améliorés », c'est à dire que ces salops vont délocaliser la production là ou la sueur coûte moins cher.

Antonio Doctor (IA)

CES DERNIERS MOIS, nous avons vu dans les médias un certain nombre de commentaires et reportages sur la situation prospère des Établissements Opel à Figuerelas. Record de ventes et de production, bonnes perspectives pour l'avenir, etc. Et les informations des compagnons qui y travaillent confirmaient cette euphorie : on fait des heures supplémentaires, et l'entreprise a proposé au Comité (d'Entreprise) que les vacances d'été soient prises par roulement en deux tours, afin de ne pas fermer l'usine pendant cette période.

Et soudain, coup de tonnerre dans le ciel bleu : l'entreprise annonce qu'elle va supprimer 900 emplois dans cet établissement (sur 5 525 dans toute l'Europe). La raison : la compagnie a battu le record de pertes aux USA et se voit dans l'obligation de procéder a une « restructuration » qui doit « naturellement » concerner tous les établissements sans tenir compte de leur rendement propre.

Pour commencer, une semaine avant de lever ce lièvre, les médias révélèrent les pertes multimillionnaires de General Motors et la suppression de 70 000 postes dans ses usines automobiles aux USA. Ils révélaient également que les pertes n'étaient pas dues au secteur automobile, mais aux opérations spéculatives de la « corporation ». C'est-à-dire, une autre conséquence de la crise des « hypothèques poubelle ». Cette information disparut des médias quand l'affaire éclata à Figueruelas.

Les aventures de la GM dans les marchés financiers sont protégées par un parapluie en cas d'orage, ce qui n'est pas le cas pour les petits établissements exclusivement financiers. Étant donné qu'elle participe également à l'économie réelle, la société productrice, unique source véritable de bénéfices, a le recours de compenser ses pertes en augmentant le degré d'exploitation de la force de travail qu'elle emploie. La mondialisation de la production qui a eu lieu, tandis que se maintenaient de grandes différences de valeurs de la force de travail entre les différentes zones du globe, a rendu possible la parcellisation du processus de production, en délocalisant des parties de ce processus vers des zones où cette valeur reste faible. Le plan qui se prépare est présenté dans un dénommé « Accord dans le cadre européen d'externalisation/ségrégation », remis par l'entreprise aux

représentants des travailleurs des usines européennes de la GM.

« La direction et les syndicats représentés au Forum européen des employés de General Motors approuvent désormais le suivant accord-cadre en relation avec les futures initiatives d'externalisation et/ou ségrégation chez GM Europe. » L'introduction dit ce qui suit :

« La direction et les représentants des travailleurs sont conscients de la nécessité, dans une conjoncture difficile, d'accroître la compétitivité, afin de consolider la situation financière de l'entreprise et de maintenir à long terme l'affaire ainsi que l'avenir de ses employés. Les deux parties conviennent que la Compagnie doit trouver comment utiliser ses ressources limitées, de la manière la plus effective et raisonnable. »

Ces paragraphes résument le scénario auquel s'en tiennent les dirigeants dans leurs communiqués et déclarations à la presse. Comme réponse à la question soulevée par le fait que soit concerné par les réductions d'effectifs cet établissement qui avait le vent en poupe et battait des record de production et de ventes, ils répètent un autre scénario : la GM est un tout et les décisions stratégiques affectent tous ses établissements. Ils n'en démordent pas. Mais le fait est que jusqu'à il y a peu, ils disaient autre chose : les établissements GM sont en compétition entre eux, pour la production et la réduction des coûts. Celui qui offre les meilleures perspectives est celui qui investira prioritairement le plus dans le lancement de nouveaux modèles, ce qui est le facteur qui garantit le maintien de l'emploi. Que ce scénario d'alors et celui d'aujourd'hui soient contradictoires, ne semble pas préoccuper beaucoup les exécutifs de la GM.

C'est ainsi que le lancement du Meriva et la production du Combo, qui assuraient l'emploi à Figueruelas, étaient présentés par les syndicats comme une victoire du syndicalisme modéré, alors qu'avec cette supposée concurrence entre les établissements, un des facteurs que la direction retient, c'est la paix sociale. Et le résultat c'est que l'usine de Figueruelas est celle qui subit la plus forte réduction d'effectifs, alors que celle de Bochum, qui fit une grève sauvage, subit une réduction moindre. Une fois de plus la preuve est faite dans l'histoire du mouvement ouvrier, que celui qui ne lutte pas prend les coups, précisément parce que l'on sait qu'il ne réagira pas. Une expérience que malheureusement très peu possèdent. Et les bulletins d'information distribués par les différents syndicats représentés au comité d'entreprise de l'usine de Figueruelas laissent clairement voir qu'ils affrontent cette menace avec les mêmes états d'esprit et envie de lutter qu'en 2002 (Plan Olimpia) et 2005 (Accord de Meriva), où ils firent des concessions pour « sauvegarder les emplois ». On a vu le résultat.

Le 4 mars, plusieurs hautes instances exécutives européennes, ont rencontré les membres du comité d'entreprise de Figueruelas, pour leur faire part du nouveau plan et ensuite préciser le nombre de personnes concernées, et quelles seront les zones où ils effectueront les « coupes ». Peu de nouveautés, car il y a des mois qu'on l'annonçait. Selon le *Herald*, l'entreprise veut agir vite et dans la discrétion, pour cela elle serait prête à augmenter substantiellement les indemnisations pour éblouir le personnel.

Le plus triste dans tout ça, c'est que depuis le début aucun syndicat n'a montré le moindre intérêt pour dénoncer publiquement cette manœuvre, en mettant les points sur les i, comme l'imposaient la position de l'entreprise et les vraies causes de la situation. Dire les choses clairement devant les travailleurs en se démarquant des schémas préparés par l'entreprise avec son propre langage est le préalable fondamental pour élaborer avec les travailleurs un quelconque plan d'action pour répliquer comme pour maintenir un climat de respect mutuel avec les décideurs de l'entreprise.

Rien de cela ne leur traverse l'esprit. Ils n'ont aucune distanciation en ce qui concerne la terminologie utilisée par l'entreprise : ainsi les postes de travail supprimés sont qualifiés par l'entreprise de « postes à améliorer ». Ce qui est inouï c'est que même le comité d'entreprise se réfère également à ces postes supprimés comme à des « postes à améliorer ». Bien entendu, tout poste perdu devra être créé dans une autre entreprise (parce que ce travail doit être effectué), et bien sûr à un salaire moindre, ce qui est le but des délocalisations. Pour qui ceci représente-t-il une amélioration ?

En attendant, faute d'information sérieuse les travailleurs sont suspendus à Radio Macuto où l'on peut entendre moult théories. Le climat est tendu, et voici quelque temps Perez Bayona, le président sortant (qui va être remplacé par un Polonais), a été conspué par les travailleurs dans des réunions d'information que l'entreprise veut mener à leur terme. Il y a aussi des rumeurs à propos de son départ dans cette période. A-t-il vu venir le coup et s'est-il retiré à temps ? Ou l'a-t-on éjecté car il n'entre pas dans les projets de la direction à Detroit. La seconde raison semble la plus probable. Après la bagarre avec la Pologne pour la production du Meriva, on voit se profiler un affrontement entre les usines, ce qui ne convient pas à Detroit. À mon avis, ce remplacement rappelle ceux auxquels procédaient Franco avec les cadres militaires de manière fréquente, pour éviter la formation de clans. Ça me semble être une façon de rappeler, depuis la lointaine ville de Detroit, qui commande à la maison.

En attendant, après une année de négociation de l'accord, en étant déjà au mois de mars, plus personne ne parle de ce sujet. Il n'y a ni plate-forme du Comité, ni réunions préparatoires. C'est-à-dire que la direction dirige la manœuvre : ses plans et propositions dominent totalement le terrain.

Zaragoza, 6 mars 2008

Pologne

Non au bouclier antimissiles américain !

Vingt-trois militants anarchistes et antimilitaristes ont été arrêtés le dimanche 30 mars, à Slupsk, dans le nord de la Pologne. Les arrestations ont eu lieu au petit matin chez un militant, après une journée de manifestation et une soirée de fête.

Le samedi 29 mars, une manifestation contre le projet d'installation de dix intercepteurs antimissiles longue portée a rassemblé environ 500 personnes à Slupsk, ville à proximité de laquelle se trouve la base militaire où sera installé ce bouclier américain. Ce projet est contesté par la population locale et à travers toute la Pologne.

Suite à la manifestation, une cinquantaine de personnes se sont rendues à la base militaire et ont essayé d'y pénétrer, mais ont été repoussées par la police.

Le soir, une fête antimilitariste était organisée dans un pub de Slupsk et s'est terminée chez un militant. A 6 heures du matin, la police a débarqué chez ce dernier et a arrêté tous ceux qui se trouvaient là. Les vingt-trois personnes arrêtées, âgées de 18 à 35 ans, ont subi de lourdes violences policières, avec matraques et gazes lacrymogènes. Un militant ayant eu le bras cassé a réussi à s'enfuir de l'hôpital afin d'éviter l'arrestation.

La version « officielle » (de la police) avance que les militants ont été arrêtés pour tapage nocturne et que neuf d'entre eux seront poursuivis pour violences physiques et verbales envers un agent de police. Les premiers militants ont été relâchés après douze heures d'interrogatoire. La police affirme qu'ils étaient saouls et devaient dégriser avant de pouvoir être interrogés. Les neuf personnes accusées sont restées en garde à vue jusqu'au lendemain 15 heures.

Alors que leurs camarades étaient en garde à vue, une trentaine de militants anarchistes et antimilitaristes se sont rassemblés dimanche devant le commissariat pour réclamer leur libération en scandant des slogans contre la répression et la violence policières. Selon eux, c'est grâce à une large présence médiatique qu'il n'y a pas eu de répression lors de ce rassemblement de soutien spontané.

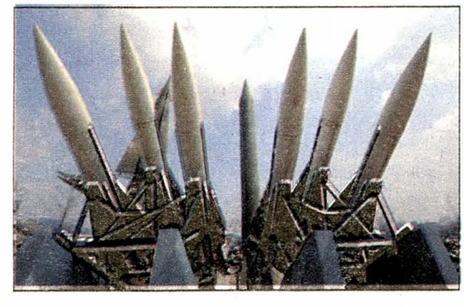
Bien sûr la police n'avait aucun mandat pour rentrer dans l'appartement. Les militants font également remarquer que de toute façon, il n'est pas commun que la police débarque à plus d'une dizaine pour des plaintes de tapage nocturne. La version officielle est évidemment un prétexte pour réprimer des contestataires, disent-ils.

Malgré une opposition généralisée au sein de la population, la Pologne subit une vague de propagande médiatique et étatique en faveur de l'installation d'une base militaire et d'un bouclier antimissiles américain. Les militants disent que l'État est prêt à tout pour marginaliser toute voix contestataire. L'intervention de ce dimanche 30 mars était un signe fort que l'État compte utiliser la répression. Les contestataires sont décrits dans les médias comme étant terroristes, hooligans, et jeunes alcooliques — une méthode de criminalisation du mouvement social qui n'a rien de nouveau.

Les mouvements anarchistes et antimilitaristes polonais ne sont pas prêts d'arrêter leurs luttes et réitèrent qu'ils ne baisseront pas les bras face à la répression policière. Ils dénoncent celle-ci et crient haut et fort que la solidarité est leur arme !

Le secrétariat aux relations internationales
de la Fédération anarchiste

Pour plus d'informations sur le soutien possible aux personnes inculpées, vous pouvez contacter l'Anarchist Black Cross (ABC) de Poznan, de préférence en anglais ou en polonais à ack@rozbrat.org.



Tous propriétaires !

Du triomphe des classes moyennes

Riri

Disons le tout net, ce livre[1] est d'importance !

Pour Jean-Luc Debry, « selon le principe bien connu de l'acculturation, on assiste à un petit embourgeoisement de l'ensemble du corps social. Ou, à tout le moins, des esprits. Le prolétariat semble avoir été dissous comme par magie dans cette opération. Il a adopté les codes, les valeurs, les modes de vie (de la petite bourgeoisie) et se gave des images de sa vie rêvée jusqu'à la nausée ».

Mais comment en est-on arrivé là ? A ce que « la classe moyenne englobe dans une sorte de totalité bienheureuse les classes plus modestes qui, victimes d'une sorte de marché de dupes, réalisent ainsi une reconnaissance symbolique ». À cette énième version de « la servitude volontaire ».

Dans « Considérations socio-historiques », l'auteur nous décrit ce processus de « petit embourgeoisement des mentalités qui transforme l'ouvrier en opérateur, autrement dit en simple employé ». Un processus lié tout à la fois à une évolution des conditions de production, à une augmentation numérique des classes moyennes et à un bourrage de crâne idéologique sans précédent. Un processus qui s'épanouit dans le slogan « Tous propriétaires ! »

Dans « Observations psycho-géographiques », il décortique « l'individuation de l'espace social qui a pour corollaire l'extrême perfection de l'organisation fonctionnelle des espaces » et analyse le sens profond de l'autoroute, de l'aire d'autoroute, de la chaîne hôtelière, du centre commercial et de l'hypermarché, de la rue piétonne, du village témoin…

Bref, il nous décrit par le menu les tenants et les aboutissants du triomphe des classes moyennes !

Bien évidement, Jean-Luc Debry ne se réjouit pas de cela, et il nous fait part de l'existence de quelques petits perce-neige taraudant le grand manteau blanc de l'hiver petit bourgeois. Mais on ne le sent pas très optimiste.

Reste que la roche Tarpéienne est peut-être plus près du Capitole que l'on croit !

Via la mondialisation capitaliste « le nombre d'ouvriers stricto sensu (personnes employées à des tâches d'exécution manuelle dans une entreprise industrielle) est en réalité en augmentation constante sur l'ensemble de la planète tant en nombre absolu que relatif[2] » et, ce faisant, la conscience ouvrière ne cesse de s'affirmer (cf. la grève actuelle chez Dacia-Renault). Or, vu que la généralisation planétaire du mode de vie consumériste s'avère écologiquement parlant impossible, et que dans les pays occidentaux la misère et la précarité paupérisent non seulement le prolétariat mais une fraction sans cesse plus importante des classes moyennes, il est clair que les bases de la réalité actuelle sont en train de commencer à imploser.

Cela annonce-t-il l'arrivée des barbares (fascisme, stalinisme, obscurantismes religieux…) ou celle de la révolution sociale ?

Mon petit doigt me dit que ce n'est pas gagné !

Quoi qu'il en soit, si on estime que la compréhension du présent est indispensable à l'appréhension du futur, merci à Jean-Luc Debry pour ce livre qui nous y aide incontestablement.

J'oubliais, ce livre d'analyse est écrit dans un style enlevé et sa lecture est un véritable plaisir.

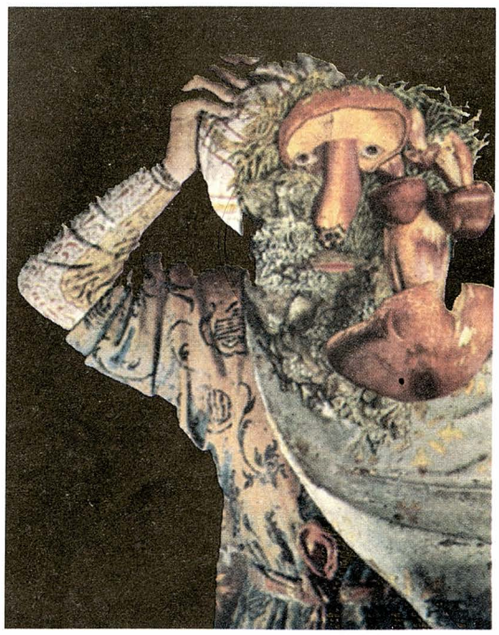
Jean-Marc Raynaud

---

1. *Tous propriétaires !* de Jean-Luc Debry aux éditions Homnisphères, 170 pages, 14 euros. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, 75011, Paris. Chèque à l'ordre de Publico. Rajoutez 10 % pour le port.

2. Super article de Paul Boino dans « *Le quartier, la commune, la ville… des espaces libertaires* », éditions du Monde Libertaire, 2001, hélas épuisé.

L'Anselme à tous vents



Après la *Chasse d'eau*, premier manifeste de l'art con (« la connerie est une esthétique qui mérite pignon sur rue »), Jean L'Anselme persiste et signe, avec ce *Con comme la lune*[1] qui en est comme l'illustration, étant entendu, et c'est l'essentiel, « que l'art con et les connards ne mangent pas dans la même assiette ». Comment ne pas se réjouir de ce nouvel engagement d'un L'Anselme toujours à cheval entre le sérieux d'un propos (dont les exemples sont à la fois jubilatoires et irréfutables) et l'humour décapant qui illustre ses poèmes, même si nous ne pensons pas pour autant que son manifeste soit du même registre que celui de dada, dont il serait le nouvel avatar et comme sa renaissance (« la Chasse d'eau »). Fussent-ils « à moitié cons, cons sur les bords et même pas cons du tout », les poèmes de « Con comme la lune » ne versent ni dans l'irrationnel ni dans le dérisoire d'un langage en rupture totale avec cette voix intolérable et exécrée, celle qui légitima et justifia le massacre de toute une jeunesse, sur le Chemin des Dames, à Craonne (on prononce « crâne ») ou ailleurs… Entre les deux manifestes, la différence est de nature, pas de degrés.

Cela dit, et bémol mis à part, ne nous trompons par sur « le sérieux de la démarche ». La connerie en poésie a un passé, un présent et un avenir des plus certains. Et cette histoire n'épargne pas les plus grands. Le manifeste de L'Anselme soulève un peu de cette histoire-là, que d'aucuns justement se refusaient à prendre au sérieux (je ne vois que Benjamin Péret à en être le premier instigateur avec « le Déshonneur des poètes », même avec ses excès), et fait l'objet de colloques et de thèses universitaires dont son auteur est le premier étonné. Mais sans doute aussi le premier satisfait parce qu'ils sont la reconnaissance d'une vérité qui ne fut pas sans influence sur l'Histoire en général.

Un poète libertaire

De ce manifeste, l'espace d'investigations est des plus vastes, qui va du chant cocardier de Déroulède aux odes à Staline d'Éluard et d'Aragon, jusqu'au maoïsme affligeant de Tel Quel, en passant par le dithyrambe patriotique de notre grand Victor : « Victor Hugo est surréaliste quand il n'est pas bête », disait André Breton ; L'Anselme est plus virulent encore : « C'est du con, vraiment con, du con indécrottable, du con irréversible. »

Dans le minimalisme ambiant, à l'image de cette uniformité qui cherche à s'imposer dans tous les domaines, du vin au téléphone en passant par la chanson, notre « poète » fait le clown contre les clones. Il n'en a pas fini avec la fantaisie, le jeu de mots, la pirouette, les coups de gueule et les calembours. Il y va même d'un alexandrin parfaitement maîtrisé, miné de l'intérieur par les mots qui font mouche et défient la langue de bois des hypocrites. L'Anselme rit sous cape, et nous fait rire par contagion. Un en-dehors, vous dis-je, qui, après voir exploré l'art brut, l'art moche, l'art pauvre et, aujourd'hui, l'art con, n'a jamais dissocié le mot art de ses différents qualificatifs. Saluons donc l'artiste, surtout s'il indispose ceux que ne troubleront jamais la beauté d'un miroir brisé ou d'un trousseau de clés rouillées.

Jean L'Anselme est un « honnête homme », un homme cultivé, de cette culture sensible qui ne doit rien au savoir diplômé. Dans la lignée d'un Prévert ou d'un Tardieu, d'une négresse blonde ou d'un géranium ovipare, d'un Charles Cros ou d'un Queneau (dont la « Complainte » fait si **bien** rire mon petit-fils Sacha), ses coups de gueule peuvent être casse-gueule. C'est parfois « limite », me dit un ami. Sans doute. Mais je suis persuadé que notre poète en a conscience. Refusant l'autocensure, il prend le risque de la liberté. L'Anselme est un poète libertaire. Et *Con comme la lune* est loin d'être con. Con se le dise.

« J'éternue, j'éternue à n'en plus finir ! Parfois douze fois de suite ! Dieu n'en finit pas de me bénir et moi de l'asperger de postillons !

Le médecin est formel : à force de respirer du poème toute l'année, j'en fais une allergie. Je me suis alors juré de faire de la poésie sans poèmes. La voici. »

Claude Kottelanne

1. *Con comme la lune*, Ed. Rougerie, 14 euros.

Eros + Massacre

«Si l'État avait simplement voulu réprimer les actes politiques de l'anarchiste Ôsugi et de ses camarades, il lui aurait suffi de les arrêter et de les emprisonner. Mais en réalité, l'État a voulu les massacrer, les anéantir totalement. Pourquoi ? Parce qu'il avait peur de la liberté d'imagination qu'ils exprimaient. Une imagination destructive, qui niait tous les éléments fondamentaux de l'État, mariage, famille, biens privés, etc., et finalement l'État lui-même.»

Kijû Yoshida

L'ANARCHISTE SAKAE ÔSUGI de l'ère Taishô fut assassiné par un milicien – très longtemps on disait que c'était un officier de l'armée impériale, version des faits que Yoshida rectifia lui-même –, un fait divers qui secoua le Japon. Ôsugi, adepte de l'amour libre, était tué avec une de ses deux femmes, Noe Itô et leur enfant au lendemain du tremblement de terre de 1923…

En réalisant *Eros + Massacre*, Yoshida s'attaque ouvertement à une époque, à un système de valeurs, au Japon guerrier, soumis à l'empereur, au « Père » de la nation. En montrant les femmes qui s'engagent aux côtés d'Ôsugi dans leur singularité, il entame une révolution cinématographique dans la représentation de la femme en général et de l'image de la femme japonaise en particulier. Par les moyens qu'il emploie, Yoshida est toujours dans une dimension sublimée, il ne raconte jamais uniquement des faits. L'événement le plus ordinaire est déplacé par la force de sa vision. La demande amoureuse est chez Yoshida l'exigence de femmes accomplies. Quand les deux femmes qui vivaient avec Ôsugi, s'affrontent, le cinéaste les met en scène en lutteuses, en combattantes de la parole et du corps. Elles se menacent, certes, mais il les fait évoluer dans un ballet ininterrompu autour de l'objet commun de leur désir, lucides et vengeresses à la fois. Elles sortent de leur rôle de victime et d'épouse potentielle quoique insoumises et atteignent cette liberté suprême qui semblait à jamais réservée aux hommes.

Dans cette narration déconstruite, où le passé et le présent se croisent et se superposent, Yoshida introduit un troisième personnage, Eiko, une femme, reporter d'investigation – un personnage de fiction plus moderne et de la génération du cinéaste, qui cherche à se renseigner auprès d'une femme, réincarnation ou fille de Noe Itô, femme qu'elle envie et à laquelle elle aimerait arracher le secret de sa passion. Rituel de mort et d'érotisme : devant nos yeux Noe Itô, Mariko Okada, revit cet assassinat, reproduit les images, l'hallucination même de cet événement tel qu'il s'est inscrit dans sa rétine. Et son regard nous regarde et nous intimide : dans une lumière blafarde réapparaissent les fantômes des grands crimes commis dans le siècle passé : les corps brûlés d'Hiroshima, les gazés et les irradiés reviennent comme lavés du noir et blanc du film pour imposer leur transparence. Ils seront présents à jamais dans le cinéma de Yoshida. Mais dans d'autres plans savamment construits, en véritable génie de la mise en scène, il révèle aussi les tragédies de l'intime. Les maisons à cloisons amovibles se désintègrent et tombent comme un château de cartes. En véritable génie de la mise en scène, Yoshida donne des formes inédites à toutes ses idées. Ôsugi est comme crucifié sous les pans des parois qui s'abattent l'une après l'autre sur lui. Danse de désir et de mort autour d'un pilier, au cœur de la maison. Lignes de fuite et regard éperdu des êtres qui ressemblent aux chers disparus. Un bruit de balançoire rappelle au couple enlacé que « la femme » les regarde. Un grillage et son grincement dans le vent rappellent à la fille violée ce qu'elle a enduré. Ainsi tous les moyens du cinéma, images et sons (les musiques des films de Yoshida basées sur des leitmotivs sont obsédantes, donc inoubliables), servent son travail et produisent notre bouleversement.

Heike Hurst

« La durée originale du film était de 3 h 46. À sa sortie, une femme députée qui avait été dans l'entourage de Sakae Ôsugi, m'intenta un procès pour violation de la vie privée et tenta d'en faire interdire la projection. Le distributeur lui aussi me demanda de couper. La version longue fut uniquement projetée au Festival d'Avignon. Eros + Massacre *sortant au Japon en version courte (2 h 38) »*, précise Kijû Yoshida, présent à chaque étape de la restauration de cette copie reconstituée grâce au numérique. Premier film d'une trilogie sur les grands mouvements politiques du Japon au XXe siècle (anarchisme, communisme, nationalisme), *Eros + Massacre* sera suivi de *Purgatoire Eroica (Rengoku Eroika)*, 1970 et de *Coup d'État (Kaigenrei)*, 1973. *Eros + Massacre*, 1969, N/B, Japon (version longue 3 h 46 ; version courte 2 h 45). À Beaubourg a débuté la rétrospective consacrée à Yoshida, du 26 mars au 19 mai. Ne ratez pas les présentations des films par Kijû Yoshida et Mariko Okada ! Carlotta sort le 9 avril un coffret *Eros + Massacre* avec les deux versions et deux coffrets avec l'ensemble de l'œuvre de Yoshida.

1968 2008

On r'met ça

Du 1er mai au 11 juin chez votre marchand de journaux, un numéro hors-série du *Monde libertaire* en forme de pavé dans la gueule du pouvoir !

ON PEUT maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :
www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveauté de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site
www.trouverlapresse.com
un outil de notre diffuseur, les NMPP est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez le *Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

Evere, Belgique

Nato shoot again

1000 personnes originaires de 17 pays européens ont pris le matin du 22 mars la direction du quartier général de l'OTAN à Evere pour participer à l'action internationale non violente Nato Game Over. 500 arrestations*.

L'OTAN CRÉE PLUS DE PROBLÈMES qu'elle n'en résout. La guerre en Irak a commencé il y a cinq ans. Grâce à des accords secrets de l'Otan, la Belgique et d'autres pays européens sont devenus autant de plates-formes logistiques de l'armée américaine. La machine de guerre US est transportée vers l'Irak et l'Afghanistan via nos routes, nos ports et nos aéroports. L'Irak a été attaqué et l'Iran est menacé sous prétexte de leurs ambitions à se doter d'armes de destruction massive. Mais parallèlement, l'Otan entrepose 350 armes nucléaires américaines en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Turquie. Selon le droit international humanitaire, ces armes sont tout aussi illégales et interdites ici qu'ailleurs.

Sans les bases avancées de l'Otan disséminées dans toute l'Europe, les guerres en Irak et en Afghanistan seraient impossibles.

Début avril, un sommet de l'Otan a lieu à Bucarest, trahissant l'inquiétude des militaires devant le mécontentement des populations de nombreux pays européens en désaccord avec les dirigeants mondiaux bellicistes.

La journée d'action directe

Le 22 mars, des activistes en provenance de 17 pays européens ont tenté de pénétrer de manière non violente mais décidée à l'intérieur du quartier général militaire de l'Otan à Evere et d'en sceller portes, fenêtres et accès.

Il y avait un grand contraste entre l'attitude non violente des activistes et l'agressivité des très nombreux services de polices qui n'ont pas hésité à utiliser chiens, chevaux, spray au poivre, matraques, canon à eau et… des kilomètres de fil barbelé : 500 personnes ont été arrêtées, mais plus de 50 activistes pour la paix ont réussi à pénétrer dans la base. Avec Nato Game Over, ils ont tenté non seulement d'empêcher un crime, mais également de restaurer un pan de démocratie par une action de désobéissance civile nécessaire. Nécessaire parce que tous les moyens démocratiques visant à mettre un terme à la politique illégale de l'Otan ont été épuisés en vain.

Des groupes actifs dans toute l'Europe donnent un signal clair : les armes nucléaires doivent disparaître. Des Italiens, des Espagnols et des Allemands. Des Tchèques, des Croates, des Macédoniens, des Finlandais, des Suédois s'opposent à l'adhésion ou à l'aide de leur pays à l'Otan. Des voix en provenance des

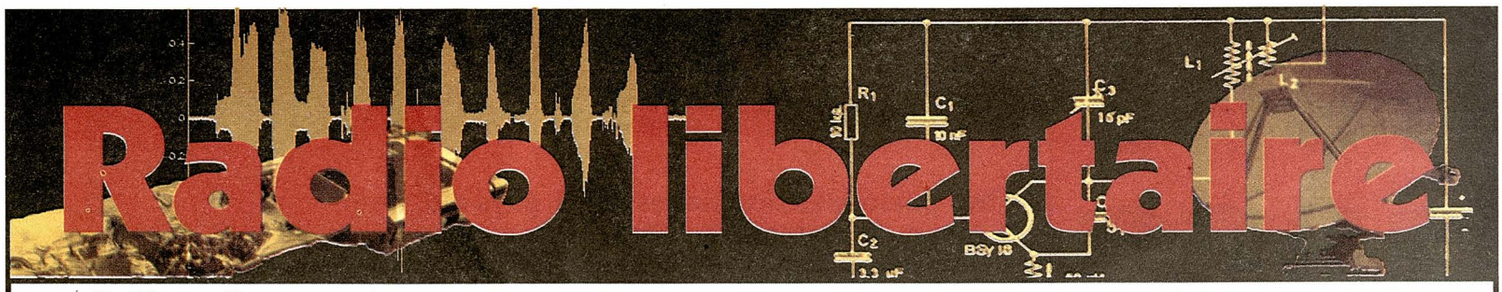
Pays-Bas, de Grande-Bretagne et de France disent également « non » à la politique de guerre.

Les intellos aussi

Plus de cinquante auteurs et traducteurs littéraires ont publié la semaine dernière un manifeste remettant en question l'existence-même de l'OTAN et sont passés de la parole aux actes pendant la journée d'action Nato Game Over en organisant une « promenade littéraire » autour du quartier général de l'Otan. Ce texte a été traduit en français, néerlandais, allemand, espagnol, anglais et tchèque afin de sensibiliser les autres pays de l'Otan. Ils ont écrit ainsi : « Le projet derrière lequel des auteurs d'Europe de l'Est se sont rassemblés il y a trente ans avec Charte 77 a abouti, moins de quinze ans plus tard, à la chute du rideau de fer et au démantèlement du Pacte de Varsovie […]. Nous refusons de croire que nous ne pouvons pas au moins tenter d'égaler ce à quoi ils sont parvenus. »

Benoist

*Texte inspiré de l'article de notre camarade Benoist paru dans *À voix autre*, www.avoixautre.be.



Jeudi 10 avril

Jus de rue (08 h 30) Nous recevrons Monsieur Denis Seznec afin que la mémoire de leur grand-père soit réhabilitée. Micro-trottoir et revue de presse… Par Philippe & Casquette.

Si vis pacem (18 h 00) Désobéir à l'OTAN. Résumé de l'action «Nato game over» du 22 mars à Bruxelles.

Entre chiens et loups (20 h 30) Mario, de la Compagnie *Maboul Distortion*, artistes de cirque actuel, et le Ptit Bazar, groupe de chanson française très cuivrée.

Vendredi 11 avril

Place aux fous (13 h 00). PAF reçoit Isabelle Garo (professeur de philosophie, lettres supérieures, lycée Fénelon de Lille) autour d'une conversation sur le concept d'idéologie.

Les oreilles libres (14 h 30) À l'occasion du dixième anniversaire de sa mort: L'œuvre du violoncelliste Tom Cora.

La grenouille noire (21 h 00) Les ondes électromagnétiques et aux antennes relais. Invités: militants de l'association Robin des Toits (voir www.robindestoits.org)

Samedi 12 avril

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00) « Femmes philosophes, femmes d'action » De Mme de Stael à Simone de Beauvoir, en passant par Flora Tristan (qui n'est autre que la sœur de Gauguin), Louise Michel, Rosa Luxembourg, Simone Weil et Hanna Arendt.

Chronique syndicale (11 h 30): *Les nouveaux militants*, de L. Jeanneau et S. Lernould (Éditions Les petits matins); 12 h 30: Grève dans les lycées et collèges.

Les passagers de la nuit (20 h 00) Cinéma alternatif Émission en direct de *la Bellevilloise* dans le 20e arrondissement.

Nuits off (23 h 00) Dernières scènes et génériques de fin… *The End* et voilà le mot *fin* sur l'écran. Un fabuleux prétexte pour s'écouter de larges extraits de musiques de films ou des morceaux de pop rock imparables, et ce durant toute la nuit.

Dimanche 13 avril

Ni maître, ni dieu (10 h 00) Pensée libre par Jean-Jacques.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) L'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Lundi 14 avril

Lundi matin (11 h 00) Infos et revue de presse L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Sylvie et Laurent.

Ondes de choc (15 h 00) Magazine culturel *Direct* consacré à Sacco et Vanzetti.

Agora libertaire (18 h 00) Émission des groupes régionaux de la Fédération anarchiste.

Le Monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme, la revue *Afrique XXI*.

Mardi 15 avril

Le Parisien libertaire (8 h 00) Faut libérer Paris! Retour non-exhaustif et militant sur l'actualité parisienne. L'agenda militant. Par Greg et Davou.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme Textes historiques ou actuels.

Les amis d'Orwell (16 h 00) Souriez, vous êtes filmé(e) s! Contre la vidéo surveillance…

Idéaux et débats (18 h 00) Trois auteurs en direct pour l'émission du jour: Sophie Bassignac, Henri Gougaud, Bernard Quiriny.

Paroles d'associations (19 h 30) Allain Leprest sera l'invité de Sylvie, en direct!

Radio libertaria (20 h 30) Sévices Publics (CNT Énergie) L'émission du syndicat qui vous doit plus que la lumière!

Mercredi 16 avril

Court-circuit (9 h 30) Philosophie, arts et politique Par Patrice Alain.

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues. Le piano dans l'entre-deux guerres, par Thierry Porré.

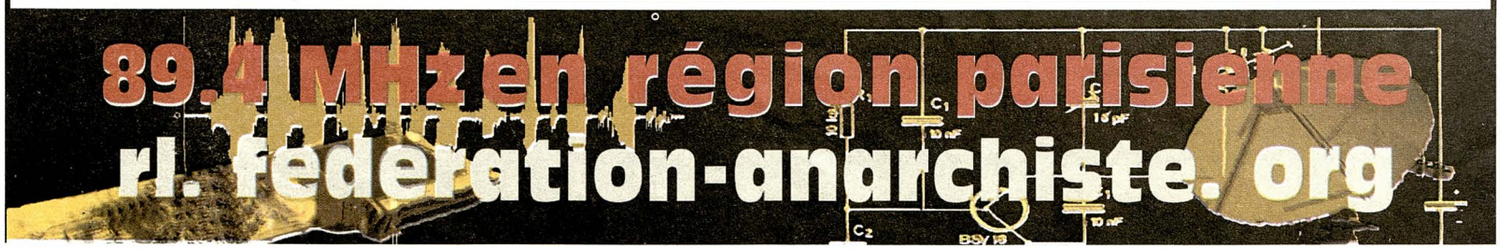
Sans toit ni loi (12 h 00) Émission sur les mal-logés et la précarité

Le manège (14 h 00) Littérature & Cinéma L'invité littéraire, par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Femmes libres (18 h 30) Avec Réjane Sénac-Slavinsky, pour ses ouvrages *L'ordre sexué - La perception des inégalités femmes hommes* dans la collection «Le lien social» des PUF et le Que sais-je? *La Parité*.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes de prisonniers.

La Fédération anarchiste est implantée dans le Cantal et s'épanouit dans le Val-de-Marne avec le nouveau groupe *Tous les maquis* qui aura une orientation écologiste et décroissante. Les personnes intéressées sont priées de contacter les Relations intérieures qui transmettront. Par courriel:
relations-interieures@federation-anarchiste.org ou à la Librairie du Monde libertaire (RI) 145, rue Amelot, 75011 Paris.



Jeudi 10 avril

Saint-Denis (93)

19 heures. La désobéissance civile : Élaborer un projet d'action non violente. La démocratie de groupe ; stratégie et objectifs ; élaboration des scénarios ; rôles et tâches à ne pas oublier… Avec un atelier d'élaboration de projet. Présentation de Xavier Renou. Soirée organisée par la Dionyversité : Université populaire de St-Denis. Bourse du Travail de St-Denis. site : http://upop-stdenis.1901.org

Vendredi 11 avril

St-Géniès-de-Malgoirès (30)

20 heures. Salle communale Avec Tagada Jones (Hardcore punk), Les Vilains Clowns(Rock Punk), Leituss (Hardcore punk) et Pasteur Guy (Rockab' punk). Sandwiches et boissons sur place Renseignements : 0624849833 (K-zim). 12 euros Stand Fédération anarchiste.

Samedi 12 avril

Paris et toute la France

14 heures. Devant le ministère de la Santé à Paris et devant les préfectures et sous-préfectures en région, Journée nationale contre les franchises : Nous invitons tous les malades à y déposer symboliquement leurs boîtes de médicaments vides à l'appel de Bruno-Pascal Chevallier qui poursuit sa grève des soins. http://www.grevedesoins.fr 0689180177

Paris XIe

À partir de 16h30 : Forum à la librairie du Monde libertaire autour du numéro de la revue *Brèves* consacrée aux « retourneurs d'idée », sur les écrivains anarchistes, avec Jacques Vallet et Caroline Granier. 145, rue Amelot, métro Oberkampf, République ou Filles-du-Calvaire.

Dimanche 13 avril

Ivry (94)

17 heures à 21 heures : Gala de l'Union pacifiste au Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès. Rés. : 0146726468. Avec Yves Le Car, Nadia Finkielman, Les Cousines, Le Bruit qui court, Nathalie Solence et Claude Gaisne, Jules Bourdeaux. PAF : 10 euros.

Mardi 15 avril 2008

Saint-Denis (93)

19 heures. Les prisons : La frustration affective et sexuelle du détenu. Les combats menés en la matière : le n° spécial du CAP en 1976 sur « l'affectivité et la sexualité du détenu », *La Guillotine du sexe* , en 1978, 1991 et 1998. L'ASPF, en 1985, avec sa revendication du parloir intime. Présentation de Jacques Lesage de La Haye. Soirée organisée par la Dionyversité : Université populaire de St-Denis. Bourse du Travail de St-Denis. site : http://upop-stdenis.1901.org

Jeudi 17 avril

Saint-Denis (93)

19 heures. La désobéissance civile : Passer à l'action. Techniques (corporelles, de bricolage, de communication…) pour ralentir, bloquer, occuper, médiatiser, se protéger face à la justice…

Avec des exercices pratiques de blocage. Présentation de Xavier Renou. Soirée organisée par la Dionyversité : Université populaire de St-Denis. Bourse du Travail de St-Denis. site : http://upop-stdenis.1901.org

Paris XIe

À partir de 18 heures. 20 ans d' art brut : Jean Granier expose à la librairie du Monde libertaire ! Vernissage au 145, rue Amelot, M° Oberkampf République ou Filles-du-Calvaire.

Vendredi 18 avril

Ivry (94)

20 heures. Alain Aurenche accompagné par Sylvain Tarrago à la guitare. Forum Léo Ferré. 11, rue Barbès, Tél. 0146726468. Métro : Pierre Curie ou Porte d'Ivry. En tramway : Descendre à la station Porte-d'Ivry.

Paris XIe

18 heures. Rencontre autour du livre *La Cité du sang, les bouchers de La Villette contre Dreyfus* (éditions Libertalia) à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° Oberkampf, République ou Filles-du-Calvaire.

Samedi 19 avril

Paris XIe

16h30. Petits et grands sont conviés à une rencontre avec Béatrice Guillemard, pour son roman jeunesse *Mon HLM*, éditions Chant d'ortie), à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° Oberkampf, République ou Filles-du-Calvaire.

PREMIER MAI

JOUR FERRÉ !

APRÈS LA MANIFESTATION,

JEUDI 1ER MAI

RENDEZ-VOUS, À PARTIR DE 17H30

AU TRIANON

CONCERT À 19 H :

Jean Guidoni • Serge Utgé-Royo
Hélène Maurice • Vincent Absil,
Bernard Joyet • Michel Avalon
Céline Caussimon...

édito MUSIQUES

Noirs Coquelicots

Photo : Elisabeth Hourcade - License E.S. 75035012/013 - Imprimé en France par www.khilim.com

LE TRIANON

80, boulevard de Rochechouart. Paris 18e (Métro Anvers ou Barbès)

01 43 52 20 40

+ editomusiques@wanadoo.fr

Librairie Publico - 145, rue Amelot. Paris 11e (+ Fnac, Virgin...)